

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Action syndicale ou baroud d'honneur ?

Ce mois de janvier a vu se dérouler toute une suite de grèves, surtout dans le secteur public dont M. Barre veut faire un exemple ; un exemple pour les patrons du secteur privé, pour qu'ils ne soient pas trop accommodants sur les salaires. Nous ne nous étions pas aperçus qu'ils l'étaient. Mais M. Barre les trouvait trop accommodants, trop « laxistes » comme voilà qu'on dit aujourd'hui. M. Barre ne promet l'aide des finances publiques, c'est-à-dire de l'argent des bons contribuables, qu'aux patrons qui seront sages, car M. Barre pense sincèrement que si tout va bien pour le patronat, tout ira mieux pour la France. Il répète en cela ce que disait un autre économiste du même genre de l'autre côté de l'Atlantique : « Si c'est bon pour la General Motors, c'est bon pour les Etats-Unis. »

M. Barre n'a pas tort d'ailleurs dans l'optique de la société capitaliste, dite libérale, qu'elle soit plus ou moins avancée (si elle s'avance, elle avance aussi sa fin). Il demanderait trop à la population qui travaille (faut-il dire : qui travaille encore ?) s'il voulait qu'elle voie les choses comme il les voit. Elle n'a jamais constaté que son sort allait de pair avec celui du patronat.

Nous avons donc vécu, au cours de ce premier mois de l'année, une succession de grèves à la SNCF, dans la fonction publique, à l'EDF, aux Charbonnages. Tous les syndicats s'y trouvant, en fait, associés, on a pu compter un nombre plus grand de grévistes que dans les démonstrations du même type qui les avait précédées à la fin de 1975. L'unité joue toujours favorablement. Mais nous venons d'écrire le mot : démonstrations. Il s'agit en effet de démontrer que la classe ouvrière n'accepte pas le Plan du patronat et de son maître d'œuvre Raymond Barre. Celui-ci affecte de ne pas s'en soucier. Il dit à peu près ceci : faites la grève si cela vous amuse, je n'en continue pas moins (pour votre bonheur, bien entendu) à appliquer le plan du patronat. Ces grèves sont sans lendemain. Sans autre lendemain que d'être renouvelées, avec peut-être moins de chance de réussite.

« Que vouliez-vous donc que nous fassions d'autre, diront les camarades « responsables ». Il fallait bien que nous marquions le coup, sans entraîner pour autant les travailleurs à l'échec ou à l'aventure. » Nous n'avons pas l'intention de les critiquer particulièrement à cette occasion. Nous savons bien que tout n'est pas possible. Cependant, on nous permettra bien de donner ici notre opinion de syndiqués du rang : ces démonstrations ne pouvaient-elles pas être coordonnées, bloquées dans une même journée ?

DANS CE NUMERO :

- **Une définition moderne de la laïcité**
par François GAUTHIER
- **Une tâche difficile et capitale**
par Jean DUPERRAY
- **La guerre permanente**
par Jacques GALLIENNE
- **Le grand suicide de l'Humanité**
par Didier, Odile, Yvette et Bernard
- **La raison d'être de "la R.P."**
par Roger HAGNAUER

Voici une journée démonstrative : les trains ne roulent pas, les transports publics s'arrêtent, le courant est coupé, les mineurs ne descendent pas dans les fosses, les instituteurs ferment leurs écoles, les fonctions publiques ne fonctionnent plus, rien ne va plus dans cette société de M. Barre. Elle peut se passer de lui, non de cette activité nécessaire et multiforme. Puisque démonstration il doit y avoir, la voilà faite d'une façon impressionnante. Simplement parce que des mouvements séparés ont été lancés le même jour. Quand bien même la démonstration n'aurait pas de lendemains immédiats, elle laisse entrevoir ce qu'ils pourraient être. Nous croyions sincèrement que les confédérations pouvaient servir à cette coordination.

Si s'ajoutait à cette grève générale d'une journée, la publication d'un contre-plan ouvrier exposant sans démagogie les propositions syndicales remettant en cause non seulement le plan Barre mais le système dont il est une représentation, alors il nous semble que le syndicalisme ouvrier aurait manifesté davantage son existence et son efficacité.

On nous dira — on dit déjà autour de nous — « oui, mais ce n'est pas comme ça que ça se passe dans le monde syndical actuel ». Evidemment, on ne peut en même temps mener de front les tâches spécifiquement syndicales et se préoccuper en premier lieu des élections municipales.

UN BAROUD SANS HONNEUR

Remarquez qu'en fait d'élections, ce ne sont pas les élections municipales qui nous plairaient le moins. Il y a là une représentation démocratique de base pour l'accomplissement de tâches concrètes d'intérêt collectif. Nous connaissons des camarades qui y font du bon travail. Ce n'est pas pour ceux-là que nous parlons de baroud sans honneur. Mais regardez ce qui se passe en prélude des élections parisiennes !

Paris avait, si l'on peut dire, le bénéfice d'un régime spécial. Le pouvoir central avait toujours eu peur de Paris. Après la Commune, la bourgeoisie républicaine ne s'était pas guérie de cette sainte frousse. Mais aujourd'hui Paris n'est plus dans Paris. Les loups y sont entrés, comme chante Serge Reggiani. La population ouvrière a été, en grande partie, rejetée hors des murs. Il suffit de regarder la représentation majoritaire de la capitale en son Conseil municipal ou à l'Assemblée Nationale : une jolie bande ! Paris ne peut plus faire peur au pouvoir central quand il est devenu un de ses soutiens. Aussi a-t-il décidé d'accorder à Paris le régime de toutes les villes.

Il avait à peine pris cette décision, qu'il entendait désigner préalablement le maire de Paris. Après avoir fait un pas vers la démocratie, il en faisait deux en arrière. Et qui allait-il chercher, président de la République en tête, pour en faire cadeau aux Parisiens ? Le maire de Deauville, excellent administrateur pour palaces, champs de courses et casinos ! Mais le morceau était trop convoité ; le squalre qui a nom Jacques Chirac n'a pas voulu le laisser passer ; on sait de reste qu'il a grand appétit.

Voilà donc le tableau que nous offre la classe politique dirigeante après avoir inauguré à Paris, en grande pompe, un Centre monumental de culture contemporaine !

Le parti communiste français a « analysé » cette situation avec les instruments et la méthode hautes scientifiques dont il dispose habituellement et qui le conduisent régulièrement à la divagation. Il nous a dit, comme nous pouvions nous y attendre : Giscard-Chirac, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Il n'a pas tort s'il juge globalement (tous dans le même sac !) c'est-à-dire précisément s'il n'analyse pas. Ce n'est certainement pas ici que l'on trouvera quelque soutien que ce soit pour la démocratie distinguée de Giscard ou de son comte d'Ornano qui se voudrait duc de Ménéilmontant, mais Chirac, c'est manifestement autre chose, ça sent fort le néofascisme.

Et la gauche, direz-vous, qu'est-ce que vous en faites en cette affaire ? La gauche ? ou ce qu'on appelle ainsi aujourd'hui ? Il faudrait au moins qu'elle se débrouille pour donner à ces élections municipales, et plus particulièrement à Paris, une certaine allure de dignité.

A L'EST COMME A L'OUEST : INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

Boukovski, libéré de l'URSS par expulsion, a eu bien raison d'insister sur le fait que la dissidence dans l'empire russe ne se limite pas aux intellectuels, à quelques intellectuels sur des millions d'hommes comme on voudrait nous le faire croire. Il y a une résistance ouvrière qui ne se traduit pas seulement par la passivité, le freinage et l'absentéisme, qui s'exprime parfois par la voix d'un Borissov, par exemple, ouvrier électricien qui connaît aujourd'hui la prison psychiatrique. On est mieux au courant de l'opposition des intellectuels ; on l'est moins, parce qu'elle n'a pas les mêmes moyens de communication, de l'opposition sourde de la classe ouvrière. Sauf quand elle explose tout à coup, violentant l'apparente sérénité de la société dite soviétique.

Ce fut le cas plusieurs fois en Pologne. En juin dernier encore, les ouvriers de grandes usines se révoltèrent et la répression s'abattit sur « les meneurs », ceux qu'on appelle ainsi à l'Est comme à l'Ouest. Au point qu'un Comité de défense des travailleurs s'est créé à Varsovie. L'un de ses fondateurs, Jacek Kuron, a été interviewé par le correspondant du « Monde ». Il faut dire que ce militant, ex-dirigeant des Jeunesses communistes, âgé aujourd'hui de quarante-deux ans, a subi plusieurs années de prison. Entre autres jugements sur la condition ouvrière en Pologne, Jacek Kuron dit : « *Le pouvoir, dans son propre intérêt, devrait favoriser l'élection libre de délégués, de représentants autonomes, sans que nécessairement ceux-ci soient coiffés par une organisation nationale. Je répète que j'essaie de me placer du point de vue du pouvoir. Quant à moi, je suis favorable à l'existence de syndicats indépendants.* »

Ne croyez pas qu'il s'agisse-là d'une opinion isolée. A chaque fois que vous aurez l'occasion de vous entretenir avec un ouvrier travaillant en Europe de l'Est,

mettez en avant l'indépendance des syndicats et vous aurez aussitôt son assuagement, son approbation chaleureuse. Il sait ce que sont, dans un régime de parti unique, des syndicats inféodés. Rappelons-nous que l'indépendance du syndicalisme figurait dans le programme des ouvriers révoltés de Budapest. Partout, à l'Est comme à l'Ouest, la nécessité s'impose de syndicats ouvriers indépendants du pouvoir en place, quel que soit ce pouvoir. C'est une constante : dès qu'un régime dictatorial s'instaure quelque part, un de ses premiers décrets est de supprimer ce qui peut subsister de l'indépendance du syndicalisme.

Quant au travailleur, il ressent quotidiennement cette nécessité et dès qu'il peut la crier, il la crie bien haut. L'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis qui ont le pouvoir ou de ceux qui aspirent à le prendre est la condition nécessaire, sinon suffisante, du développement libre d'un mouvement ouvrier « de masse et de classe », pour reprendre l'expression employée quelquefois aujourd'hui pour masquer la réalité de la subordination du syndicalisme.

R. GUILLORE.

Pour une définition moderne de la laïcité

Le mot laïque est un mot très ancien. Lorsque, aux premiers siècles de notre ère, l'Eglise chrétienne s'est constituée en société autoritaire et hiérarchisée, elle a eu besoin d'un mot pour désigner tout ce qui n'était pas soumis à sa tutelle. Elle l'a trouvé dans une vieille racine grecque, « laïkos », qui signifie libre. Dès cette époque, seront « laïcs » tous ceux qui ne sont pas « clercs », c'est-à-dire membres du clergé.

Sautons les siècles jusqu'à la fin du XIX^e. En France naît la Troisième République. Elle est fragile. Si le Second Empire s'est effondré dans la défaite, la République qui le remplace est menacée par les monarchistes. Rappelons qu'en 1875, le mot même de République ne fut adopté dans les lois constitutionnelles qu'à une voix de majorité. C'est pourquoi les républicains ont pensé que pour assurer la pérennité de leur régime, il fallait que l'Etat se chargeât de l'instruction de ceux qui seraient plus tard des citoyens : les enfants du peuple. Et c'est ainsi qu'ils ont créé l'Ecole publique, gratuite, obligatoire et... laïque.

Pourquoi laïque ? Parce que, depuis 1850, la loi Falloux avait confié l'enseignement des jeunes Français à l'église catholique, et que celle-ci était alors la ferme et puissant soutien des forces conservatrices et antirépublicaines. Il fallait donc retirer l'Ecole de la tutelle ecclésiastique, et, par les maîtres spécialement formés, répandre un enseignement rigoureusement épuré de tout dogme religieux.

La « Lettre aux instituteurs » du 17 novembre 1883, écrite par Jules Ferry, le ministre de l'Instruction Publique d'alors, est à ce titre, éloquente. « Vous devez laisser aux familles et à l'Eglise, précisait le ministre, le soin de l'instruction religieuse. Mais vous avez le devoir d'enseigner ces règles élémentaires de la vie morale qui ne sont pas moins universellement acceptées que celles du langage ou du calcul. Vous êtes l'auxiliaire, et à certains égards, le suppléant du père de famille. Parlez donc à cet enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre, avec force et autorité chaque fois qu'il s'agit d'une vérité incontestée, d'un précepte de la morale commune ; avec la plus grande réserve dès que vous risquez d'effleurer un sentiment religieux dont vous n'êtes pas juges. Si parfois vous étiez embarrassés pour savoir jusqu'où il vous est permis d'aller dans votre enseignement moral, voici une règle pratique à laquelle vous pourrez vous tenir : au moment de proposer aux élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve à votre connaissance un seul homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Si oui, abstenez-vous de le dire. Si non, parlez hardiment, car ce que vous allez communiquer à l'enfant, ce n'est pas votre propre sagesse, c'est la sagesse du genre humain, c'est une de ces idées d'ordre universel que plusieurs siècles de civilisation ont fait entrer dans le patrimoine de l'humanité. »

Ainsi exprimée, la laïcité, neutre à l'égard de la religion, était orientée sur le plan moral, puisqu'elle recommandait l'enseignement d'un certain nombre de règles de conduite dont la valeur était supposée reconnue par tous.

Ouvrons une parenthèse : Quelle était à l'époque la position de la classe ouvrière sur cette question ? Curieusement, elle semble étrangère à la querelle. La Charte d'Amiens ignore la laïcité. Il est vrai que les républicains laïques étaient en même temps les soutiens du capitalisme ; ce fait n'était pas de nature à susciter l'intérêt des travailleurs pour ce cheval de bataille étranger en apparence à leur écurie. D'autre part, si Parti socialiste et Franc-maçonnerie étaient censés poursuivre une œuvre d'émancipation sociale, l'Eglise catholique était alors si conservatrice que le risque était infime de la voir s'immiscer dans la conduite des syndicats. C'est beaucoup plus tard que la naissance du syndicalisme chrétien, et, autre élément de nature différente, l'arrivée massive des enseignants dans le syndicalisme ouvrier, conduisent les organisations de travailleurs à mentionner, dans les statuts et motions de congrès, à côté « des partis et des sectes », les églises, comme institutions à l'égard desquelles devait être affirmée l'indépendance du syndicat.

**

C'est beaucoup plus tard également, en fait c'est aujourd'hui, que se pose la question de savoir si l'évolution des institutions, des esprits et des mœurs ne doit pas nous conduire à, sinon modifier, du moins à compléter la définition de la laïcité telle que la concevait Jules Ferry. Par rapport au problème qui nous préoccupe cette évolution présente deux aspects.

D'abord le service public de l'enseignement tend à s'universaliser. La population scolaire est en constante augmentation. Trois raisons à cela, indépendamment de l'accroissement démographique général : Primo, l'allongement de la durée de l'obligation scolaire qui, fixée de six à onze ans à l'origine, s'étend maintenant jusqu'à seize ans. Secundo, il n'y a plus comme autrefois d'écoles pour les riches, les lycées, et d'écoles pour les pauvres, les écoles primaires et les cours complémentaires. Il existe maintenant « l'Ecole unique » qui rassemble riches et pauvres dans les mêmes établissements, des maternelles aux facultés. Tercio, le besoin d'enseignement ressenti par les travailleurs ayant passé l'âge de l'école, besoin autrefois méconnu, commence à être satisfait par une institution encore embryonnaire, « la formation permanente ». Nul doute que, dans les années qui viennent, la diminution espérée du temps de travail rendra plus impérieuse encore cette aspiration, et que les organismes de formation permanente ne seront plus seulement des outils de recyclage technique, mais des diffuseurs de connaissance et de culture.

Dès lors l'enseignement laïque doit s'ouvrir à un certain nombre de valeurs qui, autrefois, ne pouvaient être abordées par des gamins de six à onze ans et qui étaient seulement étudiées dans les lycées bourgeois. On ne peut enseigner à des adolescents ou à des adultes l'histoire contemporaine, la sociologie, la philosophie, la littérature, sans aborder des questions qui sont du domaine de la politique, voire de la religion. Le rôle du professeur laïque devient très épineux. Il s'en sortira, non en se taisant, comme l'aurait voulu Jules Ferry, sur tous les problèmes qui divisent l'opinion, mais, au contraire, en ne laissant aucune zone dans l'ombre, en les étudiant à fond, le plus impartialement et le plus objectivement possible, et surtout en ne cherchant jamais à convaincre et à endoctriner. Tout prosélytisme doit être banni. Le peut-on quand on enseigne dans un collège ou une faculté religieuse, ou quand on est soi-même un religieux ayant fait vœu d'apostolat ?

Deuxième aspect de cette évolution sociologique. Il est un mot clef qu'avait lancé le général de Gaulle, et qui n'a pas fini de provoquer des retombées sur l'existence des hommes et des femmes de ce temps. C'est le mot « participation ». Le citoyen moderne participe, et participera de plus en plus à la vie collective, sociale, économique, politique. Il vote plus qu'autrefois. Il vote pour le Président de la République. Il vote dans sa profession : commissions paritaires, comités d'entreprises, chambres d'agriculture, de métiers, de commerce. Demain il votera probablement pour une assemblée européenne, les conseils régionaux, les conseils d'administration de la Sécurité sociale. Ensuite il cotise, et bien souvent il milite dans un certain nombre d'organisations dont le fonctionnement est devenu indispensable : syndicats, coopératives, mutuelles, comités de quartiers, groupements de défense pour ceci ou pour cela, associations de culture, de loisirs, etc. En somme, aujourd'hui le citoyen vote, délibère, prend des initiatives et des décisions dont il sera responsable. Cette participation demande, et demandera de plus en plus des aptitudes de l'esprit qui ne sont pas innées, mais qui peuvent s'acquérir par une éducation convenable. Il faut savoir écouter les autres, comprendre leurs arguments, éviter les préjugés, ne pas se dire qu'on a toujours raison, en somme se refuser au fanatisme et pratiquer la tolérance. Il faut apprendre à réfléchir, à choisir et à juger.

Par sa nature même, l'enseignement laïque, respectueux de la personnalité de l'enfant, répond à ces exigences. Car la pédagogie qu'il suscite n'impose rien d'incompréhensible. Elle fait constamment appel à l'intelligence et développe les qualités définies plus haut, qui font de l'homme un citoyen.

En est-il ainsi de l'enseignement confessionnel ? Certes, il prépare ses élèves aux examens qui sanctionnent les divers cycles d'enseignement prévus par la loi. Mais ce but n'est pour lui qu'accessoire. Son objectif essentiel, son « caractère propre » est de fortifier et de propager la Foi. Cette ambivalence se traduit dans sa pédagogie. Il s'agit, par le choix des lectures, par l'orientation des leçons, par le style des devoirs, l'alternance des exercices religieux et des travaux profanes, d'imprégner peu à peu l'esprit de l'enfant de religiosité. Aussi, lorsqu'il grandit, habitué qu'il est à assimiler sans comprendre des dogmes imposés, des vérités sacrées, il ne parvient que difficilement, à démêler le vrai du faux, le bon du mauvais, en un mot à acquérir un esprit critique.

Quels sont les résultats de ce type d'enseignement ? S'observent deux sortes de réactions : En premier lieu, les plus nombreux parmi les élèves des écoles privées, s'endorment dans le conformisme et perdent toute conscience de classe. Même économiquement exploités, ils deviennent les piliers du conservatisme social. Il suffit,

pour s'en convaincre, de comparer la carte politique de la France avec sa carte scolaire, et d'observer dans quel sens votent les départements où le pourcentage des élèves de l'enseignement catholique est supérieur au pourcentage moyen national.

Mais il en est un petit nombre qui réagissent différemment. Est-ce l'influence de professeurs ou d'aumôniers orientés à gauche ? Toujours est-il que l'engagement de certains de leurs disciples s'effectue à gauche également et en toute sincérité. Tant mieux dira-t-on. Voire ! Plongés dans la mêlée sociale, ils découvrent un horizon qui les déconcerte. Sauront-ils garder les pieds sur terre, faire la distinction jaurésienne de l'idéal et du réel, avoir le sens de la mesure et de l'efficacité ? Pas toujours, hélas ! Cette ouverture de l'esprit devant l'événement, qui s'appelle la lucidité, ils ne l'ont jamais apprise. Faut-il s'étonner dès lors de ces parti-pris inexplicables, de ces ostracismes injustifiés, de ces propositions farfelues, de ce verbiage démagogique pseudo-révolutionnaire, de toutes ces attitudes qui compromettent le sérieux et l'unité des organisations ? Il faut se rendre à l'évidence : Mêler la culture du sentiment religieux et l'exaltation de la Foi à l'acquisition des connaissances et à l'apprentissage de la réflexion est une erreur préjudiciable à la conscience des citoyens et à l'harmonie des sociétés.

* *

Il y a quelques années le biologiste Jean Rostand, s'adressant à des enseignants, leur disait à peu près ceci : « Gardez-vous de conformer l'esprit de l'enfant à vos propres options. Il vous faut former et non conformer ; former dans l'enfant l'homme qu'il sera demain, un homme capable de choisir librement ses convictions, même si, ce faisant, il ne vous restitue pas ce salaire qu'est la ressemblance. » Voilà un langage qui va plus loin que celui de Jules Ferry. Il ne s'agit plus d'enseigner une règle morale, fut-elle indiscutée — le sait-on jamais ? — mais de faire en sorte que l'éduqué choisisse lui-même sa propre règle, de laquelle dépendront probablement ses choix politiques, philosophiques, religieux. Pour y parvenir l'éducateur doit faire abstraction de ce qu'il croit, de ce qu'il pense même, et n'attendre rien de celui qu'il aura formé.

Qu'est-ce donc, dans le monde d'aujourd'hui, que la laïcité ?

Etre laïque, c'est, en matière d'éducation et d'enseignement, refuser de tricher, ne pas profiter de l'ignorance et de la malléabilité intellectuelle de la jeunesse. Inculquer autoritairement, ou introduire sournoisement par une pédagogie truquée, dans l'esprit de l'enfant ou de l'adolescent, nos idées et nos croyances, risque plus tard, de fausser son jugement d'adulte et d'aliéner la liberté de ses choix.

Etre laïque, c'est au contraire respecter la personnalité, les individualités naissantes et en cours d'épanouissement, et leur donner les moyens de se faire, sur toutes choses, une opinion personnelle et réfléchie.

Etre laïque, c'est accepter délibérément que la pensée ainsi formée puisse un jour contredire vos propres convictions.

Etre laïque, c'est aussi, en matière d'organisation sociale, chercher à satisfaire les exigences d'une démocratie de participation ; dans cette perspective, il faut séparer nettement le domaine de la Foi, soumis au dogme, du domaine de la raison qui constamment conteste, discute, remet en cause une vérité aléatoire et toujours relative ; cette vérité, humblement humaine, ne peut naître que de la confrontation d'opinions librement exprimées.

François GAUTHIER.

LE CONFLIT DU "PARISIEN LIBÉRÉ"

Réflexions sur une lettre ouverte

Sous le double titre — très évocateur — « la Fédération du livre colonisée... le Syndicat des correcteurs aligné ? », « la R.P. » a publié dans son numéro de janvier une lettre ouverte de P. Thorel, à moi adressée.

Je commencerai à faire un léger reproche aux camarades de « la R.P. ». Etant donné qu'on veut bien me considérer comme un ami de la revue, je pense qu'il eût été préférable que je fusse averti de la publication de ladite lettre. Non que je conteste le droit à « la R.P. » de la publier — au contraire je suis partisan de clarifier publiquement les divergences, et je suis même prêt à participer à un débat — ni que je me sente gêné par la parution de l'épître, simplement il eût été plus judicieux que ma réponse parût en même temps. D'autant plus que, lorsque ces lignes paraîtront, Thorel ne sera plus membre du Syndicat des correcteurs, puisqu'il vient de m'annoncer dans une seconde lettre ouverte qu'il adhère à F.O., et que je ne serai plus secrétaire du Syndicat des correcteurs, en raison des statuts (eh oui !) qui limitent dans le temps la durée des mandats. Le mien se termine le 1^{er} mars.

Dans notre syndicat, on ne peut être membre du comité syndical plus de cinq années de suite ; il faut alors attendre deux ans avant de pouvoir se présenter de nouveau pour cinq nouvelles années. Les élections ont lieu tous les ans, le bureau est nommé également tous les ans. C'est ainsi que j'ai appartenu pendant dix ans au comité syndical, en deux fois, que j'ai exercé le mandat de secrétaire adjoint pendant deux ans et celui de secrétaire pendant six ans.

Ce bref curriculum vitæ exposé, venons-en aux faits. Ce qui m'est reproché, ainsi qu'au comité syndical, c'est d'avoir appliqué les statuts. Des statuts, c'est fait pour être appliqués, et les nôtres stipulent entre autres qu'il faut, pour poser sa candidature au comité syndical, avoir un passé corporatif et syndical irréprochable (1). Le comité sortant, qui organise les élections, doit veiller à l'application de ces prescriptions, toujours rappelées, d'ailleurs, en première page du « Bulletin des correcteurs » paraissant en octobre, c'est-à-dire quatre mois avant les élections. Je ferai remarquer tout de suite que ces articles des statuts n'ont pas été concoctés par des suppôts de Moscou, mais bien à une époque où les libertaires, les syndicalistes révolutionnaires conduisaient le syndicat puisque nous les trouvons déjà dans les statuts de 1921 ! C'était le temps de Monatte, des Villeval, des Yvetot...

On avait plutôt des tendances élitaires à l'époque. Il fallait, pour être admis au Syndicat des correcteurs — il faut toujours, bien que cette mesure soit plus souple actuellement — être parrainé par deux membres du syndicat ayant plusieurs années d'appartenance au syndicat. Ce sont les assemblées générales qui ratifient les admissions ou les refusent. Les noms des admissibles sont obligatoirement publiés dans le « Bulletin » qui précède l'assemblée générale (2).

(1) Un passé peut être récent ou éloigné, et je pense qu'on juge effectivement en raison d'un passé récent, ce qui semble normal. Au Syndicat des correcteurs, je ne passe pas pour un Fouquier-Tinville ou un Vichynski ; je pense qu'on ne peut pas faire brûler éternellement un camarade dans les flammes de l'enfer parce qu'il aura commis une faute une fois. Il y a les circonstances et on peut changer. En revanche, le passé récent donne une indication sur le comportement **actuel**, et c'est en fonction de ce comportement que l'on peut porter une appréciation. Ce qui compte, finalement, c'est moins ce que l'on a été que ce que l'on est.

(2) Le Syndicat des correcteurs a été fondé en 1881. Je recommande aux camarades intéressés la thèse de doctorat qu'Yves Blondeau a consacrée à notre organisation et qui est intitulée : « le Syndicat des correcteurs ».

Donc nos grands maîtres exigeaient des candidats au comité syndical d'être irréprochables sur le plan syndical. Être irréprochable, c'est quoi ? C'est certainement, si on s'en tient à leurs conceptions, d'avoir d'abord un esprit de classe affirmé et, par conséquent, dans une bataille contre les patrons, de participer à la lutte et ne pas prêcher l'abandon. Il est facile de faire parler les morts, mais, honnêtement, peut-on penser un seul instant que ces grands militants auraient accepté la candidature au comité syndical d'un syndiqué qui aurait eu les positions de Thorel ? Nous ne le pensons pas au comité syndical, et c'est bien pourquoi nous avons pris cette décision. Je préciserai que parmi les quinze membres qui composent le comité syndical il n'y a aucun communiste ou « aligné » ; il y a quatre camarades libertaires ou de tendance libertaire, les onze autres sont des syndicalistes sans appartenance politique. Je précise aussi que la décision a été prise par *douze* voix contre *deux*, sur les quatorze présents ; si le quinzième camarade avait assisté à la réunion, il y aurait eu *treize* voix.

J'affirme enfin que Thorel n'a jamais été inquiété par le comité syndical pour les positions qu'il a prises et qu'il a pu s'exprimer en toute liberté tant dans le « Bulletin des correcteurs » qu'à la tribune des assemblées générales. C'est vérifiable.

*
**

Maintenant que nous avons examiné succinctement la forme, voyons le fond de cette affaire.

Cette bataille des travailleurs du « Parisien libéré » et des travailleurs de la presse parisienne est une bataille sans précédent, et les historiens du mouvement ouvrier n'ont pas fini d'en parler. Elle n'a pas été déclenchée par les travailleurs, il ne faut pas l'oublier, ils n'avaient posé aucune revendication. C'est Amaury, le patron, qui a délibérément provoqué le conflit en violant la législation du travail, la convention collective, les accords de l'entreprise. Il inventait la théorie des « affectataires », c'est-à-dire qu'il prétendait que les ouvriers n'appartenaient pas à l'entreprise — alors que la plupart y travaillaient depuis de nombreuses années, certains depuis trente ans ! — mais aux syndicats, assimilant ceux-ci à des officines d'intérim ; ainsi, il prétendait remettre le personnel aux syndicats sans avoir à licencier quiconque ni à payer quelque indemnité que ce soit. Je ne peux faire ici l'historique de l'origine du conflit, ce serait trop long ; les camarades intéressés se reporteront au livre édité par les travailleurs du « Parisien libéré », écrit par des correcteurs du journal : « le Putsch d'Amaury ».

Immédiatement, Amaury a obtenu le soutien total du gouvernement. Le ministre du Travail a couvert toutes les infractions, toutes les illégalités, le ministre de l'Intérieur a mis jour et nuit des forces de police considérables à sa disposition, et ça dure depuis près de deux ans ! Les banques nationalisées lui ont ouvert des crédits qui lui ont permis de construire en un temps record deux imprimeries, une à Saint-Ouen, l'autre à Chartres, et de les équiper de matériel moderne. Tout ce que le pays compte de parlementaires réactionnaires s'est déchaîné à l'Assemblée nationale contre les travailleurs du Livre dans une campagne de haine incroyable, les journaux de droite et d'extrême droite ont publié des articles haineux.

C'est dans ce climat d'hostilité que s'est engagé le conflit. Les travailleurs de la presse parisienne ont apporté immédiatement leur solidarité à leurs camarades du « Parisien libéré ». Solidarité financière d'abord : depuis mars 1975, ceux qui sont conscients

de leurs devoirs — et c'est la très grande majorité — versent de 10 à 15 p. 100 de leur salaire. Solidarité syndicale active, aussi, par leur participation à toutes les actions.

Peu à peu, par leurs initiatives hardies, les travailleurs de la presse parisienne ont conquis la sympathie d'une grande partie de la population. Sur le plan national, ils obtenaient le soutien de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T., ce qui est normal, puis celui de la C.G.T. La C.F.D.T., bien qu'opposée au monopole d'embauche, participait aux actions. On en est que plus affligé de constater l'attitude de F.O. Sous prétexte de vouloir briser le monopole de la Fédération du livre C.G.T., la Fédération du livre F.O., soutenue par sa confédération, s'est alliée à l'un des patrons les plus réactionnaires. Les arguments de F.O. ont été ceux que les pires adversaires des travailleurs ont répandus sur les ouvriers de la presse et leurs syndicats. La direction du « Parisien libéré », dans son Livre blanc, exalte la position de F.O. On y lit, par exemple : « A. Bergeron et Amaury se connaissent et s'estiment. Cette fois, une action commune va s'engager. » De fait, F.O. fournissait à Amaury du personnel pour travailler dans la nouvelle imprimerie de Saint-Ouen, participant ainsi à une des plus lamentables tentatives de briser une grève. Faire travailler des syndiqués sous la protection des C.R.S., des nervis et de leurs chiens, avec des mercenaires venus de Belgique, il faut le faire ! Plusieurs de ces travailleurs de F.O., écœurés, et c'est tout à leur honneur, sont partis rapidement.

Ah ! camarades, si c'était Séguy et non Bergeron qui avait collaboré ainsi avec Amaury, quelles clameurs aurions-nous entendues ! Quels articles vengeurs, dénonçant une immonde trahison, eût-on lus dans tous les journaux et revues d'extrême gauche, dans « la R.P. » aussi, sans nul doute ! Et combien on aurait eu raison de dénoncer une telle attitude...

Mais ça été un silence pesant. J'ai eu beau écouter attentivement, écarquiller les yeux, je n'ai rien entendu, ni vu, ni lui contre des agissements si peu conformes aux traditions ouvrières. Si, quelque chose : un article soutenant Bergeron dans un journal dont je préfère taire le nom, car il me tient à cœur.

Pourquoi cela, camarades ? Est-ce en raison de l'appartenance à la C.G.T. des ouvriers du livre ? Y aurait-il les « bons » et les « mauvais » travailleurs ?

On peut être contre le monopole d'embauche, contre le contrôle de l'embauche, comme l'est la C.F.D.T. Au moins, elle, elle reste dans le camp des travailleurs, elle ne s'allie pas aux patrons de combat.

Dois-je rappeler, en outre, que le monopole de l'embauche a été octroyé au livre C.G.T. à Paris, au lendemain de la Libération, dans les conditions particulières de l'époque ? Que le monopole de l'embauche n'est pas une revendication de la Fédération du livre C.G.T. ni de la C.G.T. — Séguy l'a rappelé — et que le syndicat qui, au dernier congrès de la F.F.T.L., a défendu le contrôle de l'embauche, seul, c'est le Syndicat des correcteurs ?

*

**

Ce qui est triste, c'est que des camarades, aveuglés par un anticommunisme viscéral, n'auront pas vu ce que le combat mené depuis bientôt deux ans par les ouvriers de la presse parisienne a d'exemplaire, d'original. Il y a eu, certes, les actions rituelles : manifestations, pétitions, mais il y a eu les autres actions, actions directes authentiques que n'auraient pas désavouées les militants d'autrefois. Actions qui sont en contradiction complète avec les habitudes de lutte de la C.G.T. et qui ne se sont pas imposées facilement, comme on peut bien le penser. Je subodore que certains doivent avoir des articles enthousiastes rentrés, qui ne verront pas le jour, car il n'est pas convenable, dans certains milieux, que des travailleurs cégétistes, esclaves du parti communiste, puissent faire autre chose que de mettre un bulletin de vote dans une urne de temps à autre et des manifestations de rue bon enfant !

Mais voilà des travailleurs qui, toutes les nuits, dans des conditions difficiles, souvent dangereuses, entravent la distribution du « Parisien libéré », occupent des mairies à plusieurs centaines de kilomètres de Paris, un paquebot, ce qui a créé un formidable élan de solidarité dans la région, assiègent l'imprimerie du « Parisien libéré », perturbent le Conseil des ministres, sillonnent les routes de France, se font matraquer, ont des blessés, certains grèvement, un des leurs perd la vue à la suite d'un affrontement avec des flics, consentent des sacrifices pécuniaires importants, *ça dure depuis vingt-trois mois*, ça faiblit, c'est vrai, mais qui s'en étonnerait ? Bref, résistent à une des plus formidables attaques qu'aient eu à subir, en période « calme », des travailleurs, où patronat et gouvernement sont étroitement liés, au grand jour, sans vergogne, et la seule réaction que les défenseurs patentés des ouvriers manifestent c'est un « peuh ! » dédaigneux, alors qu'habituellement la moindre manifestation de lycéens a droit à toute leur admiration !

Je vous le dis tranquillement, camarades, vous passez à côté d'une des plus belles batailles ouvrières, et c'est bien dommage. Depuis le début de ce conflit, j'ai été au cœur de la bagarre avec les autres responsables des syndicats de la presse parisienne. Comme toujours, dans les combats difficiles menés en commun, il se crée une fraternité même parmi les militants de bords opposés. Les communistes sont engagés à fond dans la lutte ; des divergences nous ont opposés et il a fallu maintenir leur tendance à l'envahissement, mais je le dis tout net : dans cette bataille, je ne les considère pas comme des ennemis et je les préfère à tous nos révolutionnaires d'assemblée générale qui, quand tout était calme, faisaient des discours tonitruants sur la pusillanimité de la Fédération du livre lorsque, selon eux, elle ne menait pas avec assez de vigueur une revendication, et qui, maintenant que c'est dur, qu'il y a des risques, qu'il faut payer de sa personne, inventent un complot communiste rocambolesque contre « le Parisien libéré » et se retranchent derrière une vertueuse et feinte indignation contre la « colonisation » de la Fédération du livre — ah ! que la démocratie était belle !... — pour justifier leurs reniements, leur retrait de la bataille, leur refus de payer leur quote-part de solidarité (3).

Les communistes ne sont qu'une minorité dans le livre. Au « Parisien libéré » où, en raison du conflit et du combat qu'ils mènent, ils ont augmenté leurs effectifs, ils sont une centaine sur les 550 travailleurs qui restent. Il est vrai qu'ils occupent de plus en plus des postes de responsabilité. Se pose-t-on sérieusement la question de savoir pourquoi ? Dans notre pays, les communistes ne disposent pas d'un appareil policier puissant pour s'imposer. Alors pourquoi s'imposent-ils ? Par l'intrigue, répondra-t-on, par des combines. C'est possible dans les endroits où ils sont majoritaires, ce l'est moins ailleurs. Ou alors, c'est prendre les militants non communistes pour des naïfs indécrottables ; ce n'est pas sérieux.

Les communistes s'imposent parce que ce sont des militants au plein sens du terme, qui payent de leur personne, qu'ils sont efficaces, sérieux, exceptions mises à part, naturellement. Et s'ils occupent les postes, c'est parce que lorsqu'ils sont vacants, il n'y a bien souvent, hélas ! personne pour les prendre. Et il en sera ainsi demain au Syndicat des correcteurs. S'il n'y a plus de militants capables et prêts à assumer les multiples tâches contraignantes et ingrates, il y aura des communistes pour les faire, soyons-en persuadés. Au dynamisme des uns doit répondre le dynamisme des autres. Il n'y a pas de miracles.

(3) Si la C.G.T. n'avait pas soutenu comme elle le fait les travailleurs de la presse, si elle s'en était désintéressée en raison, justement, des actions inhabituelles, je suis persuadé qu'on aurait entendu ceux-là mêmes qui l'accusent de faire traîner le conflit pour son profit et celui du P.C. lancer des diatribes violentes contre son lâchage, sa trahison !

Au Syndicat des correcteurs, s'il y a encore quelques syndiqués libertaires ou qui se prétendent tels, il n'y en a pratiquement plus qui veuillent assurer des fonctions syndicales. C'est que, lorsqu'on a des responsabilités, particulièrement dans les circonstances difficiles, on risque de perdre de sa pureté originelle. Là, il faut se frotter aux réalités, aux événements, gérer un syndicat de « masse », c'est-à-dire composé de travailleurs de toute opinion et surtout sans opinion. On abandonne le domaine confortable de l'abstrait pour celui, combien plus redoutable, du concret. On comprend qu'il y ait peu de volontaires chez les libertaires, toujours attentifs à ne pas perdre leur vertu. Mais on peut être sûr que la toute petite poignée d'anarcho-syndicalistes qui n'a pas craint de se « mouiller » ces dernières années en gérant le Syndicat des correcteurs a fait plus pour l'image de marque des libertaires chez les travailleurs au jugement sain que toute la phraséologie de ceux qui, au moment du combat, se sont terrés parce que la lutte était menée par les « intouchables » cégétistes.

Il est courant d'entendre dire que si le conflit au « Parisien libéré » dure aussi longtemps, c'est parce que le parti communiste a intérêt à maintenir ce foyer d'agitation. C'est prendre ses adversaires pour des imbéciles, ce qui est toujours dangereux. Outre que cette assertion est complètement fautive, qui ne sait qu'un conflit qui dure risque d'être perdu, et que si celui-là, en raison de l'audience qu'il a prise dans le pays, était perdu, son échec rejaillirait sur la C.G.T. ? Qui ne sait encore que si le parti communiste — par C.G.T. interposée — voulait entretenir un foyer d'agitation il a d'autres bastions, plus solides que le livre ?

Le plus grave dans les affirmations de ceux qui avancent de tels arguments, c'est qu'ils ne font jamais porter la responsabilité du conflit sur le patron du « Parisien libéré ». Les seuls responsables de la durée du conflit, ce n'est pas une direction agressive, intransigeante, soutenue par un gouvernement qui est l'un des plus réactionnaires que la France ait subis depuis longtemps, non, les responsables, ce sont les syndicats du livre C.G.T. On reste confondu devant tant d'ignorance ou de mauvaise foi.

Cette grande bataille, peut-être la perdrons-nous. Elle a meurtri l'adversaire, mais elle nous a infligé aussi de profondes blessures. Mais si on perd le conflit, cela ne prouvera pas qu'on ait eu tort de se battre. L'attaque d'Amaury contre les ouvriers du « Parisien libéré » a dépassé largement un simple conflit entre un employeur et son personnel. C'est une attaque qui a été préparée et portée conjointement avec le gouvernement et une partie du patronat de la presse, pour briser les syndicats du livre, afin de mener rapidement et sans entraves une modernisation des entreprises en se débarrassant de milliers d'ouvriers trop solidement organisés. Les coups portés contre les travailleurs de la presse parisienne et leurs syndicats ne les visent pas seuls. Ils visent toute la classe ouvrière. En mettant à genou une de ses plus fortes organisations, on espère bien pouvoir remettre en cause plus facilement les acquis que les travailleurs ont conquis de haute lutte au cours des décennies passées.

Des erreurs de tactique ont été commises, c'est certain, mais cela ne change rien sur le fond, sur la légitimité de notre lutte.

La vieille C.G.T. anarcho-syndicaliste a perdu bien plus de batailles qu'elle n'en a gagné. Et avec des morts.

Lui reprocherait-on aujourd'hui de les avoir livrées ?

A. DEVRIENDT.

N.D.L.R. — Il convient, à propos de cette affaire, de distinguer deux problèmes qui ne se confondent pas.

D'abord celui de la candidature de Thorel au Comité syndical. Le choix des candidatures à une fonction électorale par une direction syndicale comme par un gouver-

nement est non seulement une violation flagrante des règles démocratiques élémentaires. C'est encore témoigner un mépris offensant pour les électeurs — ici les syndiqués de la base, que l'on estime incapables de juger des idées et de la personne d'un candidat. Si Thorel a exprimé une thèse contraire aux intérêts de la corporation, c'est aux syndiqués de base de le dire. C'est à eux qu'il appartient de juger un candidat, de condamner ses idées ou même d'apprécier ses qualités sans approuver toutes ses idées.

Quant au passé syndical de Thorel... qui ne serait pas irréprochable... c'est une accusation proprement inadmissible. Le syndicat a des statuts qui permettent de frapper les syndiqués violant les règles syndicales. Or, il n'a jamais été question de les appliquer à Thorel qui a respecté la discipline dans l'action. Il n'a jamais été l'objet d'un blâme d'aucune sorte, et il ne s'agit que d'une différence d'appréciation sur des faits qui appartiennent non au passé, mais au présent. Faire état de cette divergence pour refuser sa candidature est une pratique qui peut nous mener fort loin.

L'autre problème, c'est celui du conflit du « Parisien Libéré » qui dure depuis 23 mois. Une tradition de la R.P. est de ne jamais intervenir au cours d'un conflit dont on ne discute pas le principe, mais à propos duquel certains d'entre nous peuvent critiquer la tactique employée.

Un autre membre du syndicat des correcteurs, le camarade Jean Dutheil nous a adressé un long article en réponse à la lettre de Thorel, que nous regrettons ne pouvoir publier dans ce numéro, faute de place.

Un autre son de cloche

Le camarade Catteau, secrétaire de l'U.D.F.O. de Saône-et-Loire, nous accuse d'avoir censuré la lettre de Thorel. Il se trompe. Nous avons publié dans le dernier numéro tout ce que Thorel nous a remis. Ce que « F.O.-Hebdo » a publié est sans doute le contenu de la seconde lettre que Thorel a envoyée au secrétaire du syndicat des correcteurs. Afin de prouver que nous ne méritons pas cette suspicion, voici la lettre que nous adresse le camarade Catteau :

Dans l'article paru dans le dernier numéro sous le titre « Lettre ouverte à André Devriendt, secrétaire du syndicat des correcteurs », vous supprimez une partie importante de cette lettre.

Je n'aurais pas connu la teneur complète de cette lettre si « F.O.-Hebdo » du 2 février ne l'avait insérée !

Vous passez sous silence, le chantage pratiqué par la C.G.T. à l'égard des grévistes du « Parisien Libéré » qui ne participeraient pas activement aux « actions » décidées par l'état-major syndical, faute de quoi le secours de solidarité sera supprimé...

Vous passez sous silence, les déclarations de Thorel quant à l'attitude de la C.G.T. à l'égard des négociations en cours !

Vous passez sous silence les déclarations de Thorel où il estime que c'est la « peur » qui fait agir bon nombre d'ouvrier du Livre, « peur » de se voir supprimer leur « solde » et leur droit à un nouvel emploi, et se trouver évincés des prébendes syndicales.

Vous passez sous silence l'adhésion à « Force Ouvrière » de Thorel !

Pourquoi tous ces silences ! Quelle drôle de « cuisine ».

Peut-être vous êtes-vous demandé s'il apparaissait opportun de dénoncer une fois pour toutes le monopole de l'embauche détenu par la C.G.T. et les méthodes utilisées par celle-ci !

Peut-être ne voulez-vous pas faire de peine au camarade Devriendt que « vous considérez comme un ami de la R.P. ».

UNE TACHE DIFFICILE ET CAPITALE

Nous n'aurons jamais fini d'interroger la pensée de Robert Louzon. Elle a accompagné pas à pas la vie de notre revue pendant cinquante années. Ainsi nous a-t-elle été familière ce qui, du même coup, ne nous a pas permis sans doute d'en percevoir toujours toute la Dimension, et toutes les dimensions. Le numéro spécial de la **Révolution Proletarienne**, d'octobre dernier, nous a maintenant donné en un premier rappel panoramique un peu de recul indispensable. Les thèmes dominants d'une œuvre dont devrait pouvoir s'envisager la publication sous sa forme définitive ne furent pas toujours, brochures, journalisme militant, investigation philosophique et scientifique, ou volumes achevés, les moins controversés parmi nous. C'est heureux et significatif. Le génie de Louzon suscitait les remous, se manifestant lui-même souvent par éruptions soudaines et véritables morceaux de bravoure. Chacun de nous en retrouverait de nombreux exemples qui pourraient, bien présentés, piquer la curiosité d'un nouveau public de lecteurs, et éveiller l'intérêt de l'Édition. Quatre particulièrement percutants me reviennent spontanément à l'esprit.

Cette complémentarité, fulgurante dans le temps, des deux fameux articles : « **Pas de guerre avant dix ans, minimum !** » et « **Maintenant la guerre est là** », écrits à dix ans d'intervalle, le second, évidemment, à la veille de la seconde guerre mondiale.

L'Étude, révision d'un point fondamental du Marxisme classique concernant la rupture d'équilibre entre la production et la consommation (il faudrait ici écrire : la prétendue rupture d'équilibre) : « **Quand manque la chair à travail !** » ou « **La cause des crises économiques** », point culminant d'une série de recherches, notes et prévisions, à partir de janvier 1925 sur la grande crise mondiale d'avant 1936 qui devait débiter par le krach boursier de Wall-street.

« **L'esquisse d'une société prolétarienne** », dont nous avions lu, dans la R.P., quelques années auparavant, une première version intitulée **coopératives et plan commun** », formule calquée sur une citation de Marx, et qui aurait pu avoir pour titre dans son apologie de la liberté d'entreprendre et de l'économie de marché « **Des limites naturelles de la planification** » ou « **de la véritable notion de Plan** », étude qui était, en somme, le pourquoi, pour une fois clairement exprimé et presque codifié de notre option syndicaliste révolutionnaire et de notre attachement primordial à l'indépendance du syndicalisme concrétisée par la clause du non-cumul des mandats politiques et syndicaux, étude répondant à la double négation renouvelée comme un leitmotiv dans nos colonnes : « **Ni parlementarisme ! ni fascisme !** »

Je citerai enfin le quatrième exemple, mais avant d'aller plus loin, constatons que dans tous ces écrits, comme dans ses ouvrages, et, entre autres, dans cette « **Economie Capitaliste** », éditée deux fois (la seconde par notre revue) et qui est, véritablement, « **Le Capital** » modernisé, clarifié, pour être mis à la portée de tous sous une forme aussi maniable que celle d'un outil de travail, le « **Marxisme** » de Louzon se révèle ce qu'il doit être naturellement pour nous, c'est-à-dire tout autre chose qu'une idéologie, une méthode d'investigation au fonctionnement démontré par l'utilisation immédiate et qui peut, en temps que telle, se référer, parallèlement à la primordiale observation et analyse directe, tout aussi bien à Proudhon, à Elisée Reclus, ou à Bakounine, entre autres, qu'à Marx, Engels ou Lénine, bref, à tous ceux qui ont contribué à orienter la recherche sociale vers l'examen des événements, des lignes de force et des mécanismes généraux déterminés par des facteurs naturels, géographiques, économiques, et des mouvements de nations, de classes, ou de masses,

échappant pour l'essentiel, et tout au moins dans leurs origines, à la volonté voire à la compréhension des hommes.

Quant à l'extraordinaire et volumineuse collection (oubliés dans notre bibliographie) des « **Études Matérialistes** », véritable tour de force, et pas seulement intellectuel, quand on pense à sa composition, à sa fabrication, à son envoi régulier pendant de longues années, ne suffit-il pas, et ce sera mon quatrième exemple, pour donner à son propos une idée de l'extrême diversité des préoccupations philosophiques de Louzon, de citer ce seul titre d'un numéro : « **Le Dieu de la Science ou le Centre de l'hypersphère !** ».

Je pourrais, pour ma part, ajouter que j'ai eu le plus grand plaisir, à apprendre en tant que passionné du roman feuilleton populaire, entre autres littératures, que l'un des déterminants de jeunesse de notre vieil ami, fut à l'instar, quant à la vocation révolutionnaire de Jean-Paul Sartre, de la lecture de Michel Zévaco, celle des « **Mystères de Paris** ». Cela a été pour moi un plaisir aussi grand que celui éprouvé en apprenant quelle considération était celle de Pierre Monatte pour l'œuvre de Marcel Proust, ce naturaliste méconnu de la psychologie humaine et de la fonction artistique de la mémoire. Mais cela est une autre histoire, sans doute...

Le Professeur Robert Debré, en une formule que je rappelle dans mon titre, pose une question de toute première importance.

Seul un travail d'équipe bien organisé par un maître historien — n'en connaissons-nous pas parmi nous ou nos proches amis ? — avec certitude, c'est une autre prospection que celle des documents, d'éveiller l'attention d'un Editeur — pourrait sans doute nous offrir quelque chance de contribuer à donner à Robert Louzon sa place vivante parmi les grands penseurs et observateurs sociaux devant les générations de lecteurs à venir.

Peut-être pourrait-on commencer par des tentatives moins ambitieuses cependant, et ouvrir la marche aux « **œuvres complètes** » par quelque ouvrage plus modeste, présentant Louzon, un panorama et une analyse de son œuvre, des morceaux choisis à titre d'introduction à sa pensée et à sa méthode, le tout accompagné peut être d'une réédition de « **L'Economie capitaliste** » ?

Mais, ainsi que le remarquait, dans la Loire, mon camarade Franc qui, de son côté, réfléchissait à une formule possible, il est presque aussi difficile d'élaguer et de choisir que d'imaginer une publication exhaustive...

Jean DUPERRAY.

« Vous êtes de jeunes hérétiques. Vous vous croyez seuls. Vous ne l'êtes pas. Désespérés ? Pourquoi ? Vous avez la chance de vivre une grande période du mouvement. Il ne s'agit pas de choisir entre le communisme et le désespoir. Le communisme, c'est aussi le désespoir pour après-demain, ou peut-être demain, pour tous ceux qui sont maintenant dans ses rangs, mais croient véritablement lutter pour l'émancipation du prolétariat. Au diable le désespoir et le soi-disant parti communiste qui foule au pied lutte de classes et internationalisme.

Redites-vous la réplique de Jeanne d'Arc, dans la pièce de Vermorel, lorsque Bedford lui dit : « Qui réussit a raison. » Jeanne lui répond : « Non, qui a raison réussit. »

Pierre MONATTE (1946)

Extrait du livre présenté par Colette Chambelland :

Pierre Monatte : la lutte syndicale.

UN AMBITIEUX DE TAILLE. — Lorsque Giscard d'Estaing a été élu Président de la République contre Chaban-Delmas, candidat de l'U.D.R., Jacques Chirac, membre de l'organisation gaulliste, crut habile de devenir giscardien, et fut un Premier Ministre tout dévoué à son chef. Ayant constaté depuis quelque temps le mécontentement populaire qui gronde contre la politique giscardienne, il s'est souvenu de son appartenance à l'U.D.R., qu'il s'est empressé de transformer en un vaste rassemblement. Maintenant, contre le giscardien d'Ornano, il a décidé de se présenter aux élections municipales de Paris, dont il voudrait devenir maire. Pour y parvenir, il faudrait non seulement qu'il soit élu, mais que la majorité des conseillers municipaux consentent à le désigner. Mais il ne doute de rien, et reste sourd aux tentatives du Président de la République pour le faire changer d'avis. En cas de réussite, bien sûr, il ne s'arrêtera pas là. Ce qu'il veut, c'est devenir lui-même Président de la République. Tout ceci nous intéresse peu ? Soit. Chirac ou un autre homme de droite, ce sera toujours une politique dirigée contre les travailleurs et leurs aspirations. Et pourtant, la prise du pouvoir par un homme dévoré d'ambition, aux idées violemment opposées à toute forme de socialisme, ne serait-elle pas particulièrement dangereuse ? C'est pourquoi je pense qu'il faut souhaiter l'échec de Chirac dans sa tentative de s'emparer de la mairie de Paris.

AUX DOSSIERS DE L'ECRAN. — Fort intéressante, cette émission de télévision sur le film de Costa Gravas, « l'Aveu », relatant les circonstances de l'arrestation et du procès d'Arthur London, ancien ministre tchécoslovaque, accusé suivant les procédés habituels du stalinisme, condamné, puis réhabilité. Arthur London était présent, ainsi que son épouse. Cette dernière, qui fut une militante communiste française, a déclaré que oui, elle avait cru son mari coupable, car elle n'avait pu penser que le Parti était capable d'accuser injustement, aussi l'avait-elle dénoncé à la radio de Prague. Aussi incroyable que cela puisse paraître, il semble bien qu'elle doive être crue. Laurent Schwarz, qui représentait le courant révolutionnaire d'opposition, a rappelé les procès de Moscou, trop rapidement à mon gré. Mais quand il en est venu à la condamnation de Tito, Jiri Peikán, ancien directeur de la radio de Prague, réfugié en France depuis l'invasion de son pays par l'armée soviétique, l'a interrompu pour dire qu'il ne fallait pas remonter si loin. Mais si, au contraire, il le faut. Et il aurait fallu se montrer plus agressif à l'égard de Jean Kanapa, représentant du Comité Central du Parti Communiste, qui est venu raconter sans rire : « Non, nous ne savions rien. Nous ne pouvions pas imaginer que les P.C. de l'U.R.S.S., ou de la Tchécoslovaquie, dans lesquels nous avions une si grande confiance, puissent agir ainsi. »

J'aurais alors souhaité qu'il lui soit envoyé à la figure quelque chose comme ceci : « Pendant près de cinquante ans, vous et vos amis, vous avez calomnié les révolutionnaires russes les plus éprouvés. Vous avez non seulement approuvé leurs assassins, mais vous les avez soutenus, vous avez répandu leurs calomnies dans la classe ouvrière française. Vous ne saviez pas, dites-vous ? Mais maintenant que vous savez, qu'attendez-vous pour faire votre mea culpa (ou votre autocritique, comme vous voudrez), pour reconnaître que ceux qui dans votre bouche étaient des vipères lubriques, des alliés de la Gestapo et autres absurdités, avaient raison contre vous, et que leur condamnation du stalinisme était absolument légitime. » Malheureusement, il ne s'est trouvé personne pour tenir ce langage aux « Dossiers de l'Ecran », et la ligne téléphonique était trop embouteillée pour que je puisse le faire moi-même par ce moyen.

A PROPOS DES « PLUS GRANDS PROBLEMES ». — Intéressé par les quelques lignes, très amicales, que Duperray a consacrées à un de mes récents articles, j'ai toutefois été un peu étonné des critiques qu'il m'adresse. Car je n'ai jamais écrit, ni pensé, que le remède essentiel à nos insuffisances était dans la concertation entre un parti socialiste et le mouvement syndical. Le remède essentiel, à mon avis, serait le redressement à la fois du mouvement politique et du mouvement syndical. Mais si ce redressement avait lieu, je jugerais alors utile la concertation entre eux. Autrement dit, cette concertation me paraît être une condition nécessaire, mais non suffisante, ni même primordiale, d'un renouveau révolutionnaire.

D'autre part, rappelant l'étroitesse des rapports qui existent, en Grande-Bretagne, entre les Trade Unions et le Labour Party, je n'ai nullement voulu formuler un jugement de valeur à l'égard du mouvement travailliste britannique. S'il est utile de le faire, je dirai que parfois les attitudes du Labour Party en politique internationale m'ont paru dignes d'approbation, notamment lorsqu'après la deuxième guerre mondiale il a accordé à l'Inde son indépendance, ou lorsque ses députés, en 1956, se sont élevés avec vigueur contre la folle équipée de Port-Saïd entreprise par Eden et Guy Mollet. Mais en ce qui concerne la politique intérieure britannique, je ne trouve rien de soutenable dans ce qu'ont fait les gouvernements du Labour, qui se sont tous ingéniés à sauver le capitalisme dans leur pays, au lieu de le remplacer par le pouvoir des travailleurs. A ce point de vue, le Labour Party ne vaut pas mieux que les autres partis réformistes à travers le monde.

LA DESTRUCTION DE LA NATURE. — J'ai été heureux de lire l'article de Bernard et Yvette : « Ecologie et syndicalisme ». Sans partager toutes leurs idées, je crois que les remèdes qu'ils préconisent à la situation actuelle dans le domaine en question méritent réflexion et intérêt. J'ai souvent eu l'impression que beaucoup de nos camarades se désintéressaient de la pollution, de la surpopulation, de tous ces problèmes nouveaux qui se présentent à l'humanité. Que sera le monde de demain, si l'on ne s'oriente pas tout de suite vers les remèdes nécessaires ? Quelles seront les subsistances des hommes du XXI^e siècle, si l'on laisse disparaître l'une après l'autre les espèces animales et végétales ? Que deviendra même la qualité de la vie si les vieux monuments du passé disparaissent (Venise s'enfoncé lentement dans les eaux à cause des vibrations produites par les usines voisines, les temples de l'Acropole, à Athènes, sont menacés de destruction, minés par la pollution), si les animaux sauvages (et demain peut-être, les animaux domestiques eux aussi), les papillons, les oiseaux qui comptent parmi les ornements de la planète sont anéantis, si la mer n'abrite plus de poissons. Rien à maner, rien à admirer, à étudier non plus. Je plains l'humanité de demain si elle doit en arriver là.

LA PEINE DE MORT. — Le Président de la République a gracié deux voyous qui avaient assassiné un couple britannique pris en auto-stop, après avoir violé la jeune femme. Le jury de Troyes a sauvé la tête de Patrick Henry, assassin du petit Philippe, en lui accordant les circonstances atténuantes. Ces faits montrent qu'un mouvement contre la peine de mort se développe, et que bientôt, en France comme dans tous les pays civilisés, elle sera supprimée. Et pourtant, combien de personnes, travailleurs en premier lieu, s'en déclarent encore violemment partisans.

On ne peut que se réjouir de la disparition prochaine de ce procédé barbare digne d'un autre âge de l'humanité. Cependant, je dois dire que j'éprouve parfois une certaine gêne quand je vois des groupes gauchistes manifester contre la peine de mort. Car si ces mêmes camarades arrivaient au pouvoir à la suite d'une révolu-

tion victorieuse, ils seraient sans doute obligés, comme les révolutionnaires français en 1793, comme les révolutionnaires russes à partir de 1917, d'appliquer cette peine de mort à des hommes dont le seul crime serait de ne pas penser comme eux et d'agir en conséquence. S'ils hésitaient à le faire, ils mèneraient la révolution à l'échec. Alors, il faudrait avoir le courage de dire : « Nous sommes pour la suppression de la peine de mort, sauf en cas de légitime défense du prolétariat contre ses oppresseurs. »

LUTTE DE CLASSES EN EGYPTTE. — D'importantes manifestations ont eu lieu au Caire et à Alexandrie. Les morts et les blessés ont été nombreux. Et, pour la première fois en Egyptte, il ne s'agissait pas d'une question politique, mais d'une revendication purement économique. Le motif, c'était une vigoureuse protestation contre la hausse des prix de produits de consommation courante décidée par le gouvernebent de Sadate. Ce dernier a reculé, renonçant à cette augmentation. Mais depuis, les milieux officiels égyptiens prétendent que l'agitation a été fomentée par les communistes. Peut-être ces derniers (il y en a en Egyptte, surtout parmi les étudiants qui ont voyagé en Europe) ont-ils joué un rôle, ce qui peut expliquer que le mouvement se soit produit en même temps dans les deux grandes villes. Mais ils n'auraient pu réussir si le peuple égyptien n'était pas excédé par les privations. « Tirez sur nous, de toute façon nous mourons de faim », ont dit les manifestants aux policiers qui les menaçaient. L'Egyptte est pauvre, une population trop nombreuse est entassée dans la vallée du Nil. Dès que l'on s'éloigne du fleuve, on est dans le désert. L'état de guerre perpétuel a augmenté les difficultés économiques. Mais quelques gros bourgeois égyptiens vivent dans un luxe scandaleux. Aussi, pour la première fois, les manifestations ont-elles été dirigées non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre les riches, et les étrangers qui séjournent dans les palaces. Ceci crée une nouvelle situation dont les dirigeants égyptiens feraient bien de tenir compte.

LE SANG COULE EN ESPAGNE. — Il est clair aujourd'hui que le roi Juan Carlos veut aligner le régime de l'Espagne sur celui des démocraties de l'Europe occidentale. L'opposition républicaine et démocratique est disposée à modérer ses revendications, de façon à laisser s'accomplir le processus entrepris. Mais à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche, l'action s'organise. Un groupe gauchiste a enlevé deux personnalités du régime, et fait savoir qu'elles ne seraient relâchées qu'en cas de proclamation d'une amnistie totale. La revendication est juste, le moyen mis en œuvre discutable (il y a gauchistes et gauchistes). Un étudiant qui manifestait pour l'amnistie a été assassiné par des franquistes. Une étudiante matraquée par la police a succombé. Et un commando fasciste est allé tirer sur un groupe d'avocats défenseurs des syndicalistes, en tuant cinq. Ainsi, la démocratie espagnole a déjà de nouveaux martyrs. Tout ceci montre une fois de plus combien il est illusoire de vouloir démocratiser le pays pacifiquement. On se leurre si l'on pense que les partisans de Franco vont se croiser les bras pendant que le régime qu'ils ont soutenu est peu à peu liquidé. Il faut choisir, être avec le peuple, s'appuyer sur lui, ou ménager les fascistes, ce qui implique une recrudescence de la répression antidémocratique.

Dans une telle situation, les révolutionnaires espagnols ont une tâche difficile à accomplir. Il est malaisé de choisir ses moyens d'action, de ne pas tomber dans les provocations, de ne pas donner prise à la contre-révolution franquiste sans pour cela faire cause commune avec la monarchie. Et il serait vain et présomptueux de notre part, à nous qui suivons les événements de l'autre côté des Pyrénées, de prétendre indiquer à nos

camarades espagnols la voie qu'ils doivent suivre. Mais il est évident qu'ils ont à mener une action des plus délicates.

LA GUERRE PERMANENTE. — En France, à l'heure actuelle, nous jouissons d'une paix relative. Nous ne risquons pas, chaque jour, d'être anéantis par l'explosion d'une bombe ou l'arrivée d'une balle perdue. Mais à travers le monde, nombreux sont les peuples qui ne connaissent pas ce calme. Et lorsqu'un brasier s'éteint quelque part, un autre s'allume ailleurs. La paix semble revenue en Angola, la guerre d'Indochine est terminée, mais, si le Moyen-Orient connaît un peu de répit, aucun problème n'y est réglé. Il en est de même à Chypre, où l'armée turque occupe une vaste partie de l'île, en Irlande où catholiques et protestants continuent de s'entretuer. Il y a des guérillas en Birmanie, en Thaïlande, en Malaisie. Dans certaines îles des Philippines, une guerre sévit entre catholiques et musulmans. L'armée indonésienne n'est pas encore parvenue à écraser la résistance du peuple de la partie ex-portugaise de l'île de Timor, qui refuse le régime réactionnaire de Djakarta. Dans l'Arabie du Sud (Oman), le sultan Qabbous se vante d'avoir écrasé la révolution du Dhofar, et l'on ne sait pas trop ce qu'il en est. Dans l'ancienne colonie espagnole du Rio de Oro, les Sahraouis continuent de lutter contre l'occupation marocaine et mauritanienne. En Rhodésie, en Afrique du Sud, on n'en est encore qu'aux premiers épisodes d'une guerre raciale qui deviendra de plus en plus terrible entre la minorité blanche et la majorité noire qui n'accepte plus d'être en tutelle. L'Erythrée est toujours en révolte contre l'Ethiopie.

Au Tchad, les rebelles Toubous (qui, je viens de l'apprendre, ont enfin libéré Françoise Claustre et son mari, grâce aux efforts du colonel Kadhafi) n'ont pas déposé les armes.

En Amérique latine, la guérilla s'est installée presque partout. En Colombie par exemple (je tiens le renseignement d'un jeune cousin qui est allé dans ce pays pour son travail), il est interdit aux étrangers de sortir des grandes villes, de peur qu'ils soient capturés par les guérilleros. En Argentine, une véritable guerre civile s'est installée, les enlèvements, les assassinats, les cas de torture en prison ne se comptent plus. Tortures également au Brésil où, de plus, le génocide des Indiens continue.

Le paradoxe de la situation actuelle, c'est que les peuples qui se rebiffent, qui luttent pour faire admettre leurs droits, se réclament d'un idéal révolutionnaire prolétarien, alors que leur situation économique et sociale ne leur permet nullement de le réaliser. Outre les pays du « socialisme arabe » (Syrie, Irak, Yémen du Nord, Egyptte, Libye, Algérie), qui ne peuvent même pas se mettre d'accord entre eux, il y a tous ceux qui ont opté pour un socialisme plus ou moins proche du marxisme-léninisme : Yémen du Sud, Somalie, Ethiopie, Guinée, Congo, Bénin (ex-Dahomey), Angola, Madagascar, Maurice. L'un d'eux, le Congo (ex-Congo français, capitale Brazzaville), a adopté le drapeau rouge orné de la houe et du marteau. Ses dirigeants sont assez clairvoyants pour se déclarer socialistes en intention, sans pouvoir réaliser actuellement le régime qu'ils souhaitent. D'autres n'ont pas la même sagesse. Ces Etats, nullement mûrs pour le socialisme, n'ont malheureusement que de mauvais modèles. Ainsi, en Guinée, Sékou Touré a anéanti toute pensée libre au nom d'un credo de style stalinien.

D'autres pays africains, au contraire, comme la Côte-d'Ivoire, s'accrochent tant qu'ils peuvent au monde occidental et répriment les idées révolutionnaires.

Comment aider ces peuples, sinon en luttant nous-mêmes pour un socialisme qui sera capable de les intégrer dans un vaste ensemble où la misère disparaîtra ? Nous sommes hélas encore bien loin du but.

Jacques GALLIENNE.

LE GRAND SUICIDE DE L'HUMANITÉ

LES CENTRALES NUCLÉAIRES

Lorsque la « R.P. » nous a ouvert ses colonnes, nous avons commencé par une vue d'ensemble des différents modes de suicide actuel de l'humanité. Notre propos est maintenant de reprendre chaque point important en le développant. Nous avons immédiatement été d'accord sur l'importance des centrales nucléaires.

Il faut détruire la légende selon laquelle les centrales nucléaires donneraient une énergie pacifique, amélioreraient le bien-être, et avec quelques précautions ne seraient pas dangereuses.

L'instinct de conservation des constructeurs ?

Il nous paraît énorme de prendre le risque de tuer toute l'humanité, sous prétexte de lui donner un peu plus d'électricité : on ne voit pas ce que nos cadavres en feront !

On nous oppose que les constructeurs de centrales : politiciens et militaires, savants et chercheurs, techniciens et capitalistes, bref, tous les responsables qui directement ou indirectement construisent ces centrales font partie de l'humanité et que, si elles étaient aussi dangereuses, ils reculeraient devant la perspective de leur mort ou de celle de leur descendance.

A ce sujet, deux anecdotes sont assez éclairantes :

Avant Hiroshima, un premier essai de la bombe atomique, eut lieu dans le désert de la Sierra Nevada, avec la bénédiction du gouvernement des U.S.A.

Le jour de la mise à feu, les savants, les techniciens, les dirigeants ne savaient pas si une réaction en chaîne ne se produirait pas, détruisant la terre. Et ils la firent exploser !

Il ne faut pas non plus se fier à l'instinct de conservation des entreprises privées qui gagnent des milliards dans la construction des centrales., quand on voit l'homme le plus riche du monde, Getty, refuser de payer la rançon demandée pour délivrer son petit-fils. Les gangsters, pour le persuader, envoyèrent une oreille de son enfant. Getty expliqua son refus : « Si je cède une fois, les bandits vont enlever ma belle-sœur, ou tout membre de ma famille : ça me reviendrait trop cher ». On ne peut espérer qu'entre un gain de milliards et le risque d'éteindre leur descendance dans une mort horrible, ils hésiteront un seul instant.

Pour la pauvre humanité, menacée de tous côtés, pas de recours possible dans les pays capitalistes d'Etat comme l'U.R.S.S. Là où, en théorie, personne ne gagne des milliards à construire ces monuments de la folie scientifique, une explosion accidentelle survenue en 1958 dans un dépôt de déchets nucléaires des montagnes de l'Oural, aurait provoqué la mort de centaines de personnes, affirme le biologiste soviétique Medvedev.

« Les déchets radioactifs n'avaient pas été enterrés à une profondeur suffisante. La surchauffe du stock provoqua une formidable explosion, comparable à celle d'un volcan... Et des particules radioactives furent portées par le vent à des centaines de kilomètres. Mais les autorités refusèrent d'évacuer les localités de la région jusqu'à l'apparition des premiers troubles chez les personnes irradiées. Il y a eu des dizaines de milliers de cas... et des centaines de morts... et les chiffres exacts ne furent jamais divulgués » (*Le Monde*, 9 novembre 1976).

Quelques données techniques sur les réacteurs nucléaires. — Il existe une quantité appréciable de réacteurs

différents, mais il n'y a que quelques grandes « familles » de réacteurs : on peut distinguer essentiellement deux grandes sortes de filières.

I. Les filières à neutrons lents, qui se caractérisent, comme leur nom l'indique, par l'utilisation de modérateurs qui réduisent la vitesse des neutrons (d'où neutrons lents).

Deux filières en font partie : a) *Filière graphite-gaz* : le choix du combustible s'est porté sur l'uranium naturel. Ceci entraîne une obligation : il faut que le modérateur n'absorbe pas les neutrons, car dans le cas inverse, la réaction en chaîne s'arrêterait. C'est pourquoi le graphite très pur « de qualité nucléaire » a été sélectionné. Le gaz carbonique, qui lui aussi, n'absorbe pas les neutrons, est choisi comme fluide réfrigérant.

Cette filière graphite-gaz impose des contraintes : à partir de 630° C, l'uranium naturel augmente de volume, et risque de faire éclater les gaines qui l'entourent. De plus ces gaines ne supportent que 450° C.

Le rendement thermique est donc de 1 kW/litre pour une température de fonctionnement de 400° C.

Cette filière est abandonnée au profit des autres, d'une puissance plus élevée, mais qui sont nettement moins sûres.

Nous verrons plus tard les risques d'accidents.

De cette filière sont nées la AGR (Grande-Bretagne) qui utilise des grains d'oxyde d'uranium, la HTR (U.S.A) qui utilise de l'uranium fortement enrichi, la filière « eau lourde » qui utilise celle-ci comme modérateur (cependant le kilo d'eau lourde à 300° F la rend peu rentable) et, au stade expérimental, une filière à l'hélium comme fluide caloporteur.

b) *Filière à eau légère.* — Il y a deux types de réacteur de la sorte : le PWR et le BWR. Tous deux se caractérisent de la façon suivante : de l'uranium enrichi (3 % environ) pour combustible ; l'utilisation d'eau légère (eau ordinaire) à la fois comme modérateur et fluide caloporteur.

PWR (Pressurised Water Reactor : réacteur à eau pressurisée). — Ce réacteur emploie des pastilles d'oxyde d'uranium comme combustible entourées par des gaines de Zircaloy.

Le nom de ce réacteur vient du fait que l'eau qui sert de modérateur et de fluide caloporteur est maintenue à une pression suffisante pour ne pas qu'elle bouille, ceci afin d'assurer le fonctionnement du circuit primaire : c'est le rôle du pressuriseur.

L'eau du circuit primaire (circuit fermé) rencontre, dans l'échangeur, le circuit secondaire eau-vapeur et c'est à cet endroit que se crée la vapeur.

Expliquons-nous : le circuit primaire est fait d'eau sous-pression. C'est un circuit fermé qui sert de modérateur et prend la chaleur du cœur (voilà pourquoi l'eau ne doit pas bouillir : si elle bouillait, elle ne prendrait plus la chaleur du cœur mais lui en donnerait et là, on peut imaginer le pire). Puis l'eau rencontre le pressuriseur qui sert à garder la pression constante. Enfin, elle rencontre dans l'échangeur un deuxième circuit formé d'eau qui au contact de la chaleur se transforme en vapeur tandis que l'eau du circuit primaire se refroidit. Le mot échangeur vient de l'échange de température. Puis, comme dans toute centrale, la vapeur fait tourner une turbine puis est condensée pour refaire le même circuit.

BWR (Boiling Water Reactor : réacteur à eau bouillante. — Contraire au PWR, le BWR emploie une eau maintenue à une pression (70 kg/cm² à 300° C) permettant l'ébullition.

Aussi, on a simplement supprimé le circuit secondaire, un circuit unique servant à la fois de modérateur, de fluide caloporteur et de producteur de vapeur.

Il suffit, pour comprendre cela de faire un effort d'imagination (!): l'eau, en circuit fermé, est pompée vers le cœur où elle sert à la fois de modérateur et de fluide caloporteur, puis elle est envoyée dans le séparateur qui la transforme en vapeur; celle-ci part entraîner la turbine pour être ensuite refroidie par l'eau de rivière. La vapeur se transforme alors en eau et ainsi de suite.

Précisons que le combustible est le même pour le BWR que pour le PWR.

La France avait déjà abandonné la filière Graphite-Gaz, elle fait de même pour tous les types PWR et même BWR (c'est-à-dire toutes les filières à neutrons lents) pour se tourner vers la filière à neutrons rapides.

II. Filière à neutrons rapides.

Il n'y a qu'un seul représentant de cette filière: le

surgénérateur ou surrégénérateur ou réacteur à neutrons rapides ou LMFBR (Liquid Metal Fast Breeder Reactor).

Le mot surgénérateur vient de la propriété du cœur. Le combustible peut être de l'uranium U 235, du plutonium Pu 239, sous forme d'aiguille, entouré par de l'Uranium U 238 qui se transforme en plutonium après bombardement de neutrons.

Il fabrique donc plus de combustible qu'il n'en consomme. D'où le nom de surgénérateur.

Le plutonium qu'il fabrique servira à d'autres réacteurs du même type.

L'utilisation d'un modérateur n'est pas impératif.

Cependant, le choix du sodium fondu comme fluide réfrigérant et comme modérateur est dû à son efficacité.

Dans les prochains numéros, nous aborderons les positions des partis et des syndicats vis-à-vis du nucléaire.

Didier, Odile, Yvette et Bernard.

DE LA THÉORIE DE L'AUTOGESTION A LA PRATIQUE DE LA COOPÉRATIVE

(suite et fin)

La mise en œuvre d'une cogestion qui n'en reste pas à la théorie

Au moment où ceux qui détiennent le pouvoir politique depuis bientôt vingt ans parlent — il est vrai avec de moins en moins de conviction — de réforme de l'entreprise, de participation des travailleurs, de leur représentation aux conseils d'administration ou conseils de surveillance, sans que rien de très concret ne soit venu étayer leurs intentions; au moment où ceux qui leur sont politiquement opposés préconisent, les uns « l'autogestion » mais en renvoyant sa mise en place au grand jour de la prise du pouvoir politique et les autres conçoivent les « nationalisations » comme principal moyen d'émancipation économique du peuple, l'expérience du réseau coopératif COGECOOP aussi limité que soit son rayon d'action ne doit pas être sans intérêt au moins pour ceux qui sont convaincus que toutes les conquêtes acquises directement par les travailleurs et par les consommateurs sont bien plus bénéfiques que celles qui peuvent leur être octroyées par l'Etat.

La pratique de l'exercice du pouvoir économique par les travailleurs et les consommateurs

Tel est en tous cas le sentiment d'un militant ouvrier syndicaliste et coopérateur que je crois être, qui ayant eu comme maître et ami le regretté camarade Urbain Thévenon, a appris de lui que « le salut des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ou il ne sera pas ».

Avec Thévenon j'ai constaté que si les masses ouvrières et paysannes avaient participé activement à la Révolution française de 1789, c'était en définitive la bourgeoisie qui en avait accaparé les résultats et ce essentiellement parce que depuis plusieurs décades elle avait acquis le pouvoir économique que les aristocrates avaient laissé choir de leurs mains bien avant la révolution politique qui ne vint que consacrer cet état de fait.

Avec Thévenon encore j'ai constaté que lorsque la révolution économique et sociale n'avait pas précédé la révolution politique, cette dernière se bornait au remplacement d'un personnel politique de droite par un autre dit de gauche et que pour résoudre les pro-

blèmes économiques et sociaux elle renforçait la technocratie de l'Etat, puis comme dans les pays de l'Est semblait bientôt dans la dictature totalitaire qui bien que prétendument issue du prolétariat n'en persécutait pas moins les prolétaires plus tyranniquement encore que les autres catégories sociales dont elle avait besoin pour redresser et gérer l'économie.

Contre le centralisme totalitaire

C'est convaincu des quelques idées qui précèdent et de quelques autres qu'il serait trop long d'exposer ici, qu'il y aura bientôt vingt ans je me suis lancé dans l'action coopérative, comme suite logique à l'activité syndicale et sociale dans laquelle je m'étais engagé peu après mon entrée au travail à l'âge de treize ans.

Malgré les très faibles rudiments d'instruction que j'avais pu acquérir jusqu'au certificat d'études, je crois avoir démontré qu'il est encore possible à un autodidacte qui en a la volonté, d'une part d'être meilleur gestionnaire qu'un leader du monde des affaires, d'autre part d'assumer des responsabilités dans la transformation économique et sociale, les intérêts du peuple étant certainement mieux défendus par ceux qui ont vécu la condition prolétarienne, qu'en abandonnant cette défense aux seuls « énarques » les mieux intentionnés soient-ils.

Préparons l'émancipation du peuple par lui-même

Au point où j'en suis de cette expérience, je veux croire que si notre ami Pierre Monatte était toujours parmi nous il n'aurait pas l'occasion de m'administrer la formule d'Ernest Renan « En lui l'administrateur a tué l'apôtre », comme il avait coutume de le faire à l'encontre de militants issus de la Classe Ouvrière mais qui l'avaient abandonnée.

Pour moi l'exercice des responsabilités n'est pas incompatible avec la fidélité à la Classe Ouvrière mais à condition de toujours opposer à soi-même le « refus de parvenir » si cher aux plus fidèles de nos aînés à qui j'ai voulu rendre hommage par mon action, ainsi que par la monographie et les quelques réflexions qui précèdent.

Tony PEYRE,
militant syndicaliste et coopérateur
président de COGECOOP.

La raison d'être de "la R.P."

Nous n'avons jamais servi « le culte des morts » ! Nous n'avons jamais pensé à imposer un « Credo »... par référence aux nombreux écrits de Monatte... à tirer de cette œuvre vraiment dialectique... (entendez adaptée au mouvement... et non figée dans une doctrine)... une sorte de catéchisme... un Code de la Route... dont la parfaite connaissance paraîtrait plus utile que la pratique de la conduite automobile...

Non seulement ce respect de « la lettre répugne à notre esprit mais il serait un désaveu de l'enseignement vivant de Monatte, une offense à sa mémoire ».

J'ai parlé de l'empirisme de Monatte. Rosmer préférait dire son *éclectisme*. Les deux jugements sont valables. *Empiriste*, Monatte ne participait guère aux débats « idéologiques ». Ce qui fait justement la valeur historique de ce qu'il disait et écrivait, c'est qu'il en tirait l'essentiel, de ses observations, des expériences vécues par les militants du mouvement ouvrier.

Et dans la *Vie Ouvrière* de 1909 à 1914 et de 1919 à 1921 ; puis dans la *Révolution Proletarienne* de 1925 à 1960, il entendait réserver la première place aux artisans et aux combattants, engagés par ces expériences. Mais il était aussi *éclectique*, car ses partis pris — nettement et parfois brutalement exprimés — ne se prolongeaient jamais en censure intolérante et exclusive. Non seulement, il a voulu l'ouverture de débats absolument libres sur les problèmes posés par le mouvement, dont les solutions contradictoires ne laissent place à aucun compromis. Mais il entendait ouvrir les colonnes de la *Vie Ouvrière*, puis de la *R.P.* aux penseurs insolites et audacieux, bannis par le conformisme et l'opportunisme de la presse bourgeoise et des publications de gauche et d'extrême-gauche. Les sommaires de ses deux revues-exemplaires portent les noms de : James GUILLAUME, Albert THIERRY, Ch. ANDLER, F. BRUPACHER, Jacques MESNIL, Robert LOUZON, Alfred ROSMER, F. LORIOT, Boris SOUVARINE, J. PERA, Félicien CHALLAYE, Marthe BIGOT, Henriette ROLAND-HOLST, Amédée DUNOIS, Marcel MARTINET, Romain ROLLAND, Léon TROTSKY, Edouard BERTH, Yvon, Nicolas LAZAREVITCH... j'en passe et des meilleurs !...

Les vieux qui peuvent situer de tels noms dans leurs rétrospectives... réalisent ce que fut cette mosaïque unique dans la presse d'opinion. Si on voulait les classer par famille intellectuelle, on ne pourrait en placer deux sous le même titre.

Il me paraît donc peu pertinent de justifier une présence actuelle dans la rédaction de la *R.P.* par des accords... « localisés »... avec des opinions de Monatte traduisant ses réactions à certaines situations, à certains événements plus ou moins arbitrairement choisis. D'abord parce que ces convergences — qu'elles soient accidentelles ou permanentes — ne confèrent aucun privilège et ne lèvent aucune exclusive. Etre lié au mouvement ouvrier et aux espoirs révolutionnaires, ne pas s'être avili moralement, ne pas s'être compromis politiquement avec les ennemis de la classe ouvrière... cela suffisait pour avoir droit de cité à la *R.P.*, du temps de Monatte... cela doit suffire aujourd'hui. Mais surtout parce que pour s'accorder avec Monatte — ce qui ne fut jamais une condition impérative de la collaboration à la *R.P.* — il faut se placer sur la ligne fondamentale qu'il a suivie pendant toute sa vie et dont l'ouvrage de Colette Chambelland : *La lutte syndicale* situe et éclaire les principales étapes.

On ne se bat pas à coups de citations de Monatte, comme on se mitraille avec des phrases de Marx. On n'a pas le droit de juger le syndicalisme et l'ouvriérisme

de Monatte, comme une simple tendance opposée à d'autres au cours de débats idéologiques. On peut imaginer un Marx sans le *Manifeste des Communistes* — un Lénine sans la formulation des directives de la NEP (1) — un Romain Rolland n'ayant pas jeté à l'Europe en guerre son admirable « *Au-dessus de la mêlée* » — un Jaurès n'ayant pas publié « *l'Armée Nouvelle* » (2)... ces grands noms figureraient cependant dans l'Histoire... même dans la légende enrichissant notre « inconscient collectif ». Un Monatte dont le syndicalisme ouvrier ne serait qu'une conception ou une parure est proprement inconcevable. Que l'on ne tente pas de voir en lui un révolutionnaire ayant choisi le syndicat ouvrier comme terrain d'application, alors que d'autres révolutionnaires choisissent le parti politique... ou la littérature.

C'est un jugement totalement aberrant... car il inverse la succession logique de la cause à l'effet. Et cela éclaire toutes nos divergences actuelles. Pour Monatte et pour nous c'est le *syndicalisme, expression la plus authentique des intérêts ouvriers qui peut porter nos espoirs révolutionnaires... Ce qui nous oppose nécessairement à la subordination des intérêts ouvriers, des libertés ouvrières... aux ambitions révolutionnaires, si généreuses et si séduisantes qu'elles soient... Une Révolution qui soit l'œuvre et le bien des travailleurs, qui ne dépende que de leur conscience et de leur volonté.*

Faut-il pour justifier cette interprétation de l'œuvre, de l'action et de la personnalité de Monatte, citer quelques-unes de ses « prises de position » les plus significatives ?

Monatte — que Lucien Descaves (auteur de « Philémon, vieux de la vieille ») estimait particulièrement (3) — gardait pieusement comme nous tous l'héritage des héros et martyrs de la Commune de Paris. Mais lorsqu'il s'agissait d'en commenter l'échec, contrairement à Louzon, il donnait raison à la minorité internationaliste et ouvrière que Eugène Variin représentait, contre la majorité blanquiste du Comité central. Et c'était du même point de vue qu'il jugeait les bolchéviks de la Révolution d'octobre 1917, dont il fut un des premiers à saluer l'éclatement. Un jour, citant une phrase de Lénine (je crois !) : « *Nous sommes des Jacobins au service de la classe ouvrière* » — il me disait « *Lénine et Trotsky vivant en 1793 se seraient placés facilement aux côtés de Robespierre. Nous, nous n'aurions pas eu de place dans la fraction jacobine.* »

On ne pourrait trouver, dans les pages publiées de Monatte par Colette Chambelland, « *d'attaques contre Lénine et Trotsky* » ?

Si l'on entend qu'il n'a jamais contesté la taille gigantesque de ces deux incarnations de l'Octobre russe... on a évidemment raison. La Révolution russe, c'était pour lui la suite naturelle de Zimmerwald, de la Conférence internationale de 1915 représentant les minorités hostiles aux politiques d'Union sacrée, héroïquement fidèles à l'Internationale ouvrière. « *A ce moment-là, a-t-il écrit, il suffisait d'être pacifiste pour être révolutionnaire.* »

La Révolution russe, c'étaient aussi les Soviets, représentations directes des ouvriers et des paysans.

Il y eut dès 1915 la rencontre de deux formations — l'une russe, l'autre française — qui s'ignoraient avant

(1) La nouvelle politique économique, élaborée par Lénine renonçant au communisme de guerre.

(2) L'ouvrage consacré par Jaurès à une armée populaire, basée sur le système des milices.

(3) Lucien Descaves était certainement l'écrivain qui possédait la bibliothèque la plus riche sur la Commune.

1914. Il y eut en 1917 une autre rencontre : l'idéal syndicaliste de démocratie ouvrière directe — et la réalisation des Soviets. Mais si elles marquèrent deux sommets de l'histoire ouvrière et révolutionnaire — elles furent accidentelles et exceptionnelles. Il n'y eut jamais confusion du bolchévisme de Lénine et du syndicalisme révolutionnaire de Monatte. Même lorsqu'ils menaient des actions parallèles : contre la guerre et l'Union Sacrée en 1914 — pour la Révolution européenne en 1919 — contre les scissions syndicales et pour le Front unique en 1922... les deux grands bonhommes ne parlaient pas le même langage (4).

La longue bataille contre la Contre-Révolution stalinienne... la protestation contre la proscription des artisans de l'Octobre russe... tout cela pour, Monatte, c'était naturellement primordial. Et il fallait surtout s'attaquer en France à la corruption du mouvement ouvrier aussi bien par le stalinisme que par la bureaucratisation légaliste. Mais lorsqu'il disait en 1955 (cf. son ouvrage : *Trois scissions syndicales*) « Alors qu'il fallait faire le bilan soigneux et honnête de la révolution russe, celui de la révolution chinoise, on a gavé les travailleurs d'apologies » ... il entendait certainement — tout en affirmant que le bolchévisme n'avait rien de commun avec le stalinisme — répondre à cette redoutable question : Staline fut-il l'héritier dégénéré de Lénine, ou son antithèse vivante ?

Il n'a jamais attaqué Lénine et Trotsky ? Mais par toute sa vie et son œuvre, il réfute la condamnation par Lénine en 1901 (cf. « *Que faire ?* ») du mouvement ouvrier spontané, donc du syndicalisme révolutionnaire.

Du vivant de Lénine, en 1921, il s'opposa à la liaison organique de *l'Internationale communiste* et de *l'Internationale syndicale rouge* — ce qui pouvait aboutir à la rupture avec Moscou. Et c'était une prise de position si grave pour lui, que quittant en janvier 1922, la direction de la *Vie Ouvrière*, il proposa d'en écarter Alfred Rosmer, dont il reconnaissait les droits légitimes à sa succession... parce que Rosmer approuvait cette liaison organique. Hélas ! son choix se porta sur un homme qui devait trahir honteusement sa confiance.

Il est vrai qu'en octobre 1922, il quitta la rédaction de *l'Humanité*, après le deuxième congrès du Parti Communiste, qui pouvait selon lui préparer la rupture avec la Révolution russe. Mais cette crise lui fit rédiger une déclaration, signée par des syndicalistes membres du Parti — auquel il n'adhérait pas encore — dans laquelle il attribuait au syndicat — et non au Parti — le rôle essentiel... ce qui provoqua une réaction assez brutale de Léon Trotsky... Encore celui-ci usait-il à l'égard de Monatte d'un style amical.

C'est sur un autre ton qu'en 1929, le grand proscrit — qui n'était pas encore à Mexico — s'attaqua à *l'indépendance du syndicalisme*... jugée une idéologie archaïque, réactionnaire, petite-bourgeoise.

Ce fut publié dans *la Vérité*, organe du trotskysme de stricte obédience. Monatte répondit dans la R.P. par une longue étude qui n'a malheureusement pas trouvé place dans l'ouvrage de Colette Chambelland déjà très chargé.

N'a-t-il pas écrit que « loin de regretter son geste de 1924 » (la rupture avec le parti bolchevisé), il se demandait : « à quel moment la Révolution russe a pris le mauvais aiguillage ; je pense qu'elle l'avait pris avant 1924, mais je crois qu'il était encore possible à cette date de la remettre dans la bonne voie, et avec elle : *l'Internationale* ».

Enfin... et c'est peut-être le plus édifiant, lors de la réunion du noyau qui décida la publication de la revue en janvier 1925, un titre fut proposé : *Octobre*. Monatte le rejeta brutalement. C'est pour clore une discussion confuse que Godonnèche permit l'accord sur *la Révolution prolétarienne*. Mais en 1925, Monatte

refusait donc de placer notre effort sous la raison sociale du bolchévisme. Pourtant, on ne prévoyait pas encore la malfaisance de Staline. Monatte entendait donc établir que les rencontres... accidentelles de 1914, de 1919, de 1921 n'engageaient pas notre présent et notre avenir. Et comment discuter cette volonté délibérée, constante, intransigeante lorsqu'on sait que par deux fois : en 1922 et en 1929, elle lui imposa une rupture particulièrement douloureuse avec Alfred Rosmer, à qui l'unissait une amitié fraternelle, riche de lumineux souvenirs... amitié que ces divergences n'altérèrent pas mais qui ne put les estomper.

Peut-on nous accabler avec l'adhésion de Monatte au Parti Communiste ? Celle-ci fut consommée en mai 1923. En janvier 1924 — quoique encore stagiaire — il fut élu au Comité Directeur du Parti. En novembre 1924, il était exclu du Parti. *Il s'agit donc d'une période de 17 mois...* qu'il n'évoquait pas sans un lancinant regret. Ce fut peut-être une erreur... mais aussi une expérience décisive.

Monatte, alors chef de la Vie Sociale à *l'Humanité*, adhéra au Parti Communiste par loyauté. Il jugeait moralement inadmissible de jouir d'un privilège unique dans la rédaction du quotidien officiel du Parti.

Dans cette vie militante, témoignage d'une extraordinaire lucidité, il y eut deux erreurs dans l'appréciation de la situation et des perspectives. En 1919, après trois ans dans les tranchées, après avoir refusé de bénéficier d'une affectation à l'arrière qui lui fut explicitement offerte, il revenait avec l'illusion que la révolte des survivants se prolongerait en révolution européenne. Ce qui explique qu'il ait approuvé en 1920, trois ans avant son adhésion au Parti, les 21 conditions de la Troisième Internationale dont la rigueur s'imposait pour la création d'un instrument exclusivement révolutionnaire pendant la courte période de la bataille directe contre les Pouvoirs établis.

Ce qui n'impliquait nullement le maintien de la Dictature du Parti, après la Révolution politique.

En 1921, il avait probablement perdu ses espoirs. Ce qui lui paraissait immédiatement nécessaire dans ce passage de l'offensive à la défensive, c'était la reconstitution de l'unité ouvrière. C'est contre les politiciens et les idéologues qu'il soutint les formules de Front unique ouvrier et qu'il s'acharna — hélas ! vainement — à prévenir la scission dans la C.G.T.

Il est vrai qu'il se rencontrait alors avec Lénine. Mais pour celui-ci, il s'agissait d'une tactique provisoire. Pour Monatte, c'était une nécessité permanente.

En 1923, s'est-il aligné, comme tant d'autres, dans un Parti centralisé et oligarchique ? Au contraire, il a voulu justifier une adhésion... « circonstancielle », en usant de toute son influence pour transformer le Parti en une véritable avant-garde ouvrière, comme l'était avant 1914, la phalange syndicaliste révolutionnaire. Une avant-garde... non un encadrement. Il ne s'agissait pas de « noyauter » les syndicats selon les intérêts du Parti. Il s'agissait au contraire de représenter les intérêts permanents des syndicats, à travers les fluctuations de la lutte des classes.

Il suffit de relire sa brochure sur « *Les Commissions syndicales* » parue en 1923, reproduite dans l'ouvrage de Colette Chambelland pour en être convaincu. Cette projection du syndicalisme dans la politique du Parti, cette « syndicalisation » du Parti (le terme fut employé par des critiques non malveillants des pages de la Vie Sociale dans *l'Humanité*)... cette éducation des militants communistes à travers les luttes syndicales... c'était

(4) Monatte fut-il abusé comme nous ? Le pacifisme de Lénine était un moyen de prendre le Pouvoir. Et son « défaitisme » était exclusivement russe. Quant aux Soviets, ils ne furent pas à l'origine une initiative des bolchéviks, et du vivant de Lénine ils avaient perdu tout pouvoir réel.

une conception diamétralement opposée à celle de Kautsky, de Jules Guesde... de Lénine... pour qui les syndicats ouvriers devaient être soumis sur le plan politique aux orientations du Parti.

Ce fut là la deuxième erreur de Pierre Monatte. Un an plus tard, il savait qu'il avait échoué... que ses espoirs ne pouvaient se réaliser. En août 1925, il assistait au Congrès de la *Fédération unitaire de l'Enseignement* où j'étais délégué avec Jouveshomme et Fulconis. Contre la minorité syndicaliste pure, représentée par les Cornec et Thomas... Maurice Dommanget crut habile d'opposer à ceux-ci des extraits de la brochure sur *Les Commissions syndicales*. Je me glissai près de Monatte, craignant — comme je le connaissais mal ! — qu'il soit gêné par cet honneur. « *C'est de bonne guerre, me dit-il, ce que Dommanget ne sait pas encore, c'est que les commissions syndicales sont incompatibles avec la direction actuelle du Parti. Ce que veut celle-ci, ce sont dans les syndicats des fractions qui lui soient directement soumises.* » Cinq ans plus tard, Dommanget fut édifié... les communistes de la Fédération devaient se soumettre à la fraction. A son honneur, il fut avec les Bouët, Rollo, Aulas et Serret de ceux qui refusèrent cette servitude.

Il ne faudrait pas accoler à Monatte comme deux qualifications distinctes les termes : *syndicaliste et ouvrieriste*. Car c'étaient pour lui deux synonymes. Il était *syndicaliste* parce qu'*ouvrieriste*. Il est une constance dans son action qu'auraient pu découvrir des lecteurs vigilants de l'ouvrage de Colette Chambelland : c'est la nécessité de l'unité syndicale, c'est-à-dire de l'unité ouvrière. C'était bien le respect de la Charte d'Amiens : *l'adhésion au groupement essentiel qu'est le syndicat dépend exclusivement de la situation des salariés.*

Contre des « politiques » égarés parmi nous, au sein du *Comité de propagande pour l'Unité syndicale* (dit *Comité des Vingt-deux*) en 1931, Monatte soutenait la formule :

« *L'Unité pour l'Unité* ». Ce qui est exactement contraire aux préférences idéologiques, aux choix partisans. La classe ouvrière est UNE. Et la Révolution n'est souhaitable, le Socialisme n'est possible, que si la classe ouvrière consciemment et librement se détermine pour l'une et l'autre.

Et malgré les déboires, les échecs et les désillusions, cette pensée dominait encore l'esprit de Monatte, en ses derniers mois. Il l'exprimait dans la préface de la brochure sur *l'Actualité de la Charte d'Amiens* parue en 1956.

Il le disait en commentant l'appel de Forestier, Pastre et Lapeyre. Il savait que l'unité ne serait possible que lorsque cesseraient tous les noyautages politiques. Mais il n'en avait pas perdu l'espoir.

Et il est une autre constance dans l'action de Monatte. C'est l'importance qu'il attribuait à l'effort éducatif. Alors que certains nient toute promotion dans ce domaine avant la Révolution, Monatte pensait comme nous que « *la culture de soi-même* »... selon la belle formule de Pelloutier, la maturation des intelligences et des volontés, la formation de militants qui soient avant tout des hommes libres... demeurerait la condition nécessaire de toute Révolution qui soit autre chose que la victoire de révolutionnaires professionnels.

Le grand article que Monatte consacra aux mouvements de 1936 portait ce titre édifiant :

La classe ouvrière reprend confiance en elle-même !

La R.P. n'a pas d'autre raison d'être que le retour à cette autonomie ouvrière se réalisant contre les influences extérieures des idéologues, des politiciens et des charlatans !

Roger HAGNAUER.

PARMI NOS LETTRES

A l'écart des troupeaux

De Julien LECOQ (93) :

Tout d'abord, hommage à Robert Louzon, à l'Homme, au Chercheur, au Pacifiste, au Pionnier de la R.P.

Remerciements à la rédaction de la R.P. pour ouvrir ses pages aux non-conformistes du livre.

Un petit mot à Pierre Thorel du syndicat du livre, face aux manœuvres des politiciens de la C.G.T. (les commandos du P.C.), je n'appartiens pas au Livre mais ce qui m'a plu dans le récit de Pierre Thorel : sa franchise, son individualité tout autant que réformiste, toujours à l'écart de ces marches en troupeaux, tout aussi bien que la distribution de tracts à des gens plus mal lotis que les grévistes du Livre. En un mot un non-aligné ; il envisage son éviction prochaine du circuit de la production peut-être la retraite. Dans une meilleure ambiance je lui souhaite ce qu'il demande.

Hommage à Louzon

De DUVAL (74) :

Le départ de Louzon m'a fait une peine profonde, bon et beau souvenir remontant à 1935 qui disparaît. Je ne le voyais plus depuis un bon moment, ne pouvant hélas guère me déplacer... Je l'aimais bien. Et parodiant cet Illustre, qui voit partir un vieux compagnon... Qui pourrait s'étonner de la douleur fidèle...

Lorsque nous ont quittés les suprêmes amis...

Ainsi, Louzon, Lecoin, et puis aussi quelques autres... mais peu nombreux. Ceux qui laissent une telle empreinte.

Ci-joint quelques extraits de Gramsci (voir rubrique « A travers les livres ») susceptibles d'intéresser les lecteurs de la R.P. Même écrits en 1926, ils me paraissent d'actualité. Et toujours d'actualité aussi, cette citation de Bertrand Russel, en 1918 (Le Monde qui pourrait être) au sujet de la guerre, et des dépenses militaires...

« Au cours des dernières années, la moitié de la population de la plupart des pays civilisés du monde étaient employée, non pas à produire des biens de consommation mais à se battre... on a fabriqué des armements... En temps de paix, on pourrait entretenir dans l'oisiveté toute cette moitié, sans pour autant rendre l'autre moitié plus pauvre qu'elle ne l'aurait été, si la guerre avait continué... et si au lieu de ne rien faire, ces gens avaient été productifs, la totalité de ce qu'ils fourniraient, représenterait une plus-value qui pourrait être répartie en sus des salaires actuels... »

Il en est de même pour les purs socialistes qui « s'imaginent que l'Etat socialiste sera gouverné par des hommes semblables à ceux qui, à présent le prônent... C'est là, évidemment une erreur... Les hommes qui plaident pour une réforme impopulaire sont exceptionnels dans leur désintéressement et dans leur dévouement au bien public... mais une fois la réforme accomplie, ceux qui exerceront le pouvoir appartiendront vraisemblablement dans l'ensemble, à cette catégorie de chefs ambitieux, qui, à travers l'histoire, se sont toujours emparé du gouvernement des nations... Et ces hommes-là, ne se sont jamais montrés tolérants à l'égard de l'opposition... ni bien disposés envers la liberté... » B.R. 1918 - de Lao Tseu. « Produire sans posséder. Agir sans s'imposer. Développer sans dominer... »

Puisqu'il n'est plus question d'une révolution violente, celle qui pourrait être faite en fort peu de temps, pacifique et qui aurait un énorme retentissement mondial, cette Révolution, que devraient prêcher tous les syndicalistes, serait un grand pas de fait, contre le capitalisme national et contre les multi-nationales... Ce refus total, de la part des principaux intéressés de faire la guerre... et de continuer à fabriquer des armes, serait

un coup dur pour tous les gouvernants... et susceptible d'entraîner tout un courant de pensée, en faveur de tous les prolétaires. Plus les événements s'accroissent, plus je crois que le devoir impérieux du syndicalisme, c'est le refus absolu des dépenses militaires, et de la fabrication d'armements sans nous occuper de ce que font les autres... Il faut bien que quelqu'un commence !... Sans cet impératif absolu, inutile de parler de changement possible...

C'est comme pour la pollution en général, la composition des aliments. Ce sont les cadres, les techniciens qui devraient dénoncer les dangers de cette science qui chaque jour, devient un crime... Il est vrai, que pour le progrès social, la C.G.C. est toujours à la traîne... dans les grèves, la C.G.C. profite des résultats sans participer au mouvement.

En aucun domaine, tant qu'un mélange, une fusion, un bloc solide entre l'ouvrier et le cadre ne seront pas réalisés, rien de profond n'est possible... Pourtant ça serait facile avec une meilleure compréhension ! ! !

Y a-t-il un « socialisme libertaire » aux U.S.A. ?

De Jacques RECLUS (75) :

Aubéry a peut-être raison dans sa « Réponse à Jacques Reclus ». Mais il appartient plutôt à Michel Bosquet de lui répondre. Il lui répondrait sans doute que les arbres au milieu desquels Aubéry vit lui cachent la forêt. En pareil cas, en effet, on voit souvent les choses mieux de l'extérieur que de l'intérieur.

En tout cas, le fait notable dans le phénomène que j'ai signalé (d'après Michel Bosquet) est moins ses dimensions que son existence. Et en second lieu que tout en étant parallèle au mouvement correspondant en France, il se manifeste tout autrement et dans un tout autre contexte.

Mais peut-on dire qu'un tel mouvement existe en France ? Tout au plus un mouvement d'idées. On proclame le principe de l'autogestion, etc., et on s'en tient là. Faut-il que ce soient les Américains qui nous rappellent au sens de l'action directe ? Elle semble bien oubliée en France où, pris entre les contraintes étatiques, les luttes pour le pouvoir et la stratégie des partis et des centrales syndicales, nos militants semblent abandonner l'initiative des reconversions — disons plutôt des révolutions — auxquelles nous pensons tous — celles que commandent si bien Bernard et Yvette dans le dernier numéro de la R.P. Comme si on attendait tout d'un changement de régime politique, comme si ce changement devait tout nous apporter sur un plateau...

De 1939 à 1977, en passant par Faucier et Soljenitsyne

De PRUGNOT (67) :

1) Je lis dans la dernière R.P. sous la signature de Théo Lippe (« Les débuts de la drôle de guerre ») : « A peine la France et la Grande-Bretagne avaient-elles déclaré la guerre à l'Allemagne nazie à la suite de l'invasion de la Pologne, qu'une propagande pacifiste échevelée se déchaînait à Paris, notamment sous la forme d'un manifeste intitulé PAIX IMMEDIATE, etc. ». Pour commencer, il n'y a jamais eu de « déclaration de guerre », mais... un « état de guerre », — pas plus d'ailleurs qu'il n'y eut ensuite de traité de paix ! Quant à la « propagande pacifiste échevelée » qui se déchaînait ! Que signifie d'abord ce terme péjoratif ? Encore une fois, on laisse entendre que les militants qui ont lutté jusqu'au bout — et sans trop d'illusions ! — contre le déclenchement des hostilités, et qui persistaient — et persistent toujours — à penser que la plus boiteuse des paix est préférable à la plus glorieuse des guerres, étaient ou des crétins ou des vendus. Mais ils n'avaient pas attendu septembre 39 pour ramer à contre-courant des idées reçues et rappeler certaines vérités soigneusement cachées par les tristes responsables de la situation internationale de

l'époque. Il n'est que de relire, entre autres, le Bulletin que publiait le « Centre Syndical d'Action contre la guerre » ! En ce qui concerne l'affaire du tract « Paix immédiate », Hagnauer a mis plusieurs fois les points sur les i dans la R.P. Faut-il qu'il remette ça ? Il y a des clous qui sont durs à enfoncer. Parlant de Spaak, Théo Lippe semble reprendre à son compte les termes utilisés par l'illustre Daladier, qualifiant le tract « Paix immédiate » de « manœuvre défaitiste et germanophile » ! C'est le comble. Ce vocabulaire me rappelle un peu trop celui des Cahiers de l'Anti-France et de son Jan Maxe des années 22. Enfin, quoi, nous étions de la cinquième colonne — pourquoi pas des boches, hein ?

2) A propos des Ouvriers de Saint-Nazaire, de Faucier, je m'étonne que la R.P., à ma connaissance, n'ait pas relevé les propos tenus sur ce livre dans Lutte ouvrière du 18 septembre dernier (n° 420) par Lucienne Plain. Faucier serait « tendancieux », parfois « mensonger » et « hypocrite », et « heureusement que les travailleurs ne comptent pas sur de tels syndicalistes pour se faire comprendre, et encore moins pour changer leur sort ». Encore un vendu, probablement. Je trouve qu'une petite mise au point ne serait pas superflue. Tu ne crois pas ?

3) A propos de Faucier, je ne peux qu'approuver entièrement ce que celui-ci écrit dans la R.P. de novembre (« Choisir son camp »). Saine réaction de sa part en effet vis-à-vis des majoritaires de F.O. et rappel salutaire de l'esprit de la Charte d'Amiens. A la suite de son article, la R.P. titrait : « F.O. se rebiffe » pour rendre compte d'un meeting tenu par Bergeron à Paris. Je suis bien obligé de constater — et je ne suis pas le seul — que F.O., à l'échelon confédéral notamment, se rebiffe souvent avec un peu trop de mollesse : L'anticommunisme à 100 % n'est pas une excuse suffisante pour donner plus d'importance à une collaboration de classes, — larvée, mais réelle — qu'à l'action directe sur le tas. Les syndicalistes, autrefois, — les vrais — fréquentaient moins les allées du Pouvoir (et quel Pouvoir !). Tristes réflexions, mais les réalités crèvent les yeux.

4) Je poursuis sur ma lancée — pourquoi pas ? — en disant que si la R.P. a bougrement raison de dénoncer en permanence l'ordure stalinienne et néo-stalinienne, les camps et les « asiles » soviétiques, — bref, le Goulag mis à la mode depuis Soljenitsyne qui a eu le mérite de révéler tout ce qu'il a vu et subi, mais, il faut le dire : ce mérite seul — qui n'est pas mince ; qu'avons-nous en effet à faire du Soljenitsyne clérical, antisocialiste, anti-syndicaliste (mais oui !) ? Si la R.P. a raison sur ce point — nous avons trop souffert des mensonges et de la fourberie des thuriféraires inconditionnels de Moscou —, il me semble qu'elle ne parle pas suffisamment des autres canailles qui sévissent un peu partout dans le vaste monde : la terreur blanche existe, elle aussi. Il n'est que de parcourir le dernier rapport d'Amnesty International pour s'en convaincre une fois de plus. Entre parenthèses, pourquoi la R.P. ne signale-t-elle pas l'action de cette organisation ?

A propos du tract « Paix immédiate » de 1939

De S. BIDE-TEXIER (44) :

Je suis étonnée de trouver dans la dernière R.P. un article de Théo Lippe intitulé : « Les débuts de la drôle de guerre ».

Etonnée est un euphémisme : c'est indignée que je dois écrire.

D'abord, en effet, que signifient les termes « propagande pacifiste échevelée » à propos des signataires du tract « Paix immédiate » où on retrouve les noms de L. Lecoïn, R. Louzon, H. Jeanson, R. et Y. Hagnauer entre autres ? Pour moi, la propagande pacifiste n'est jamais assez échevelée, assez enthousiaste, assez engagée et je porte infiniment de respectueuse admiration à ceux qui ont eu le courage d'écrire ce tract, à ceux qui

ont eu le courage de le signer, à ceux qui ont eu le courage de le distribuer, actions qui les menèrent en prison pour de longs mois, avec tous les risques de mort violente que la détention politique comportait en cette période atroce.

Ensuite, voilà-t-il pas qu'on les accuse d'être des défaitistes, des germanophiles ? Mais je suis, moi, une défaitiste et je salue bien bas les déserteurs de tous les pays, particulièrement au moment où on dresse habilement les peuples les uns contre les autres, jusqu'à l'étincelle finale qui aboutira à la conflagration. Et j'aime à croire que, parmi votre équipe, je ne possède pas le monopole de cette façon d'être.

Enfin, si c'est être germanophile que d'essayer de connaître et d'aimer les hommes de tous pays, et bien, vive la germanophilie !

Ainsi que le proclamaient les étudiants de mai 1968 à qui on reprochait d'avoir pris, pour un de leurs chefs, Daniel Cohn-Bendit : « Nous sommes tous des juifs allemands », je proclame à mon tour être anglophile, germanophile, italophile, zoulouphile, etc., etc., parce que tout être humain est mon frère et que j'essaie de l'aider dans la mesure de mes moyens.

J'ai aussi peu apprécié les quelques lignes se rapportant à J. Giono qui n'est plus là pour se défendre : il pourrait peut-être nous expliquer les motifs qui ont dicté sa conduite dans les premiers mois de la guerre 1939-1945.

« Que celui qui n'a jamais péché lui jette la première pierre. » Pour moi, je ne la jetterai ni à J. Giono, ni à votre collaborateur Lippe parce que je ne suis pas parfaite, mais je tenais à marquer à ce dernier mon très vif mécontentement, pour son article.

*

De R. HAGNAUER :

Il est tout de même un peu abusif de reprendre le débat sur le tract « Paix immédiate » (cf. R.P. de janvier 1977) sans tenir compte de l'opinion des signataires du tract appartenant au noyau de la R.P. depuis l'année de sa fondation.

Je n'ai pas reproché à Giauffret d'avoir allégé la biographie si dense et si riche de Robert Louzon. J'ai regretté qu'il attribue à « quelques intellectuels » une initiative prise par Louis Lecoin, à laquelle se sont naturellement et immédiatement associés des militants syndicalistes, comme suite loi que de l'action pacifiste menée par nos organisations en septembre 1938. Cette précision historique me paraît d'autant plus opportune que malgré leurs profondes divergences, Louis Lecoin et Robert Louzon prolongèrent au-delà de leurs captivité commune, des liens d'amicalité de confiance.

J'espère ne pas avoir compris les allusions et les commentaires de Th. Lippe... car on pourrait en déduire que nous nous sommes ainsi révélés : pro-hitlériens..., germanophiles..., défaitistes... peut-être aussi pro-staliniens.

Nous avons voulu agir en 1939 contre une guerre que l'on pouvait prévoir désastreuse... et dont on savait qu'elle serait atroce. Nous avons agi pendant l'occupation pour manifester notre solidarité avec l'opposition à l'hitlérisme et pour sauver les victimes de celui-ci. Nous avons agi en 1944 et 1945 contre la germanophobie aberrante et les exactions commises sous le signe de la Résistance.

*

De N. FAUCIER (44) :

Ayant été, en septembre 39, l'un des promoteurs et diffuseurs, avec mon ami Louis Lecoin, du tract « Paix immédiate ! », je ne puis m'empêcher de réagir à la lecture de cette balourdise contenue dans la « Lettre de Belgique », parue dans le dernier numéro de la « R.P. », dont l'auteur prétend que ledit « manifeste » n'était « suite à l'invasion de la Pologne, qu'une propagande

pacifiste échevelée..., l'alternative d'un plan savamment réfléchi par Staline misant sur la guerre se développant en Occident et dont il avait tout à craindre ».

Sans doute, ce camarade ignore-t-il que, -tout au contraire, les staliniens nous vouaient préalablement au poteau pour notre action pacifiste et antimilitariste.

Mais où il pousse un peu fort, c'est quand il ajoute que c'était là une « manœuvre défaitiste et germanophile ».

Alors là, ça devient grotesque et j'en suis à me demander où a-t-il bien pu pêcher cette interprétation, pour le moins fantaisiste et calomnieuse, à l'égard de camarades qui risquaient gros à l'époque pour cet ultime appel à la raison ?

Cependant, si l'on peut penser qu'il a été induit en erreur concernant les faits réels, les cuisiniers de la « R.P. », connaissant l'intégrité morale des auteurs du tract, n'ont pas cette excuse.

On est alors en droit de se demander comment ont-ils pu laisser passer cela ?

N.D.L.R. — Les « cuisiniers » ont laissé passer le petit article de Lippe (Bruxelles) comme ils laissent passer aujourd'hui les protestations de Prugnot, de S. Bidé-Texier, d'Hagnauer, de Faucier concernant un épisode qui remonte à trente-sept ans ! Les « cuisiniers » croient qu'il n'est pas besoin pour cela de recourir à l'injure. La calomnie qui indignait notre camarade Faucier est à porter au crédit, déjà lourd, de l'ex-ministre Henri Spaak. Notre ami Lippe ne la reprend pas à son compte. Les « cuisiniers » pensent (ils espèrent) que la mise au point est maintenant faite.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JANVIER 1977

RECETTES

Abonnements ordinaires	3 458,50	
Abonnements de soutien	2 179,58	5 638,08
Souscription	2 335,—	
Vente au numéro	7,—	
Total des recettes		7 980,08
En caisse le 1-1-77		4 803,83
		12 783,91

DEPENSES

Editions Polyglottes, octobre 76	4 640,48	
Timbres - Papeterie	30,12	
Part loyer	250,—	
Voyage janvier 77	154,—	
Total des dépenses		5 074,60
En caisse le 31-1-77		7 709,31
		12 783,91

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Sadik (75018) 6 mois, 35 ; Duval (75014), 80 ; Mme J. Paupy (63), 100 ; Mme M. Costentin (94), 100 ; Rivière (83), 120 ; Dambourges (33), 100 ; Borie (33) 100 ; Simplet (69), 90 ; Wantiez (Belgique), 100 ; Croze (75015), 150 ; Laufer (75018), 200 ; Bercher (45), 280 ; Giauffret (06), 40 ; Verdelhan (13), 5 ; Charbit (31), 100 ; Lippe (Belgique), 134,58 ; Hagnauer (92), 80 ; Poulet (95), 75 ; Bonnier (83), 80 ; Boudet (75006), 70 ; Capelle (75019), 70 ; Folcher (42), 70.

TOTAL : 2 179,58.

SOUSCRIPTION

L. Cazaubon (65), 20 ; Lèbre (07), 15 ; Valéra (75014), 20 ; Dambourges (33), 50 ; Humeau (75005), 40 ; Laufer (75018) en souvenir de M. Chambelland, 2 000 ; Hagnauer (92), 25 ; M.-L. Marquis (75013), 25 ; Lacoste (57), 100 ; J. Reclus (92), 40.

TOTAL : 2 335.

A TRAVERS LES LIVRES

POUR GRAMSCI

De Maria Antoinetta MACCIOCHI

Edit. du Seuil (1974)

« Gramsci, à propos de la France ». Ce pays occidental dans lequel la bourgeoisie a le mieux su, depuis le XVIII^e siècle, s'assurer une complète domination idéologique... L'hégémonie bourgeoise est très puissante et a de riches réserves... Les intellectuels sont très concentrés (l'Institut, l'Université, les Ecoles, les Grands Journaux et les Revues de Paris... et quoique, très nombreux, ils sont complètement inféodés aux Institutions culturelles nationales... »

Sur l'œuvre de Gramsci, il règne un silence des plus pesants... Qui connaît, en effet, l'actualité brûlante de ses jugements sur les grands intellectuels français... « et leur incapacité à lier théorie et pratique, même lorsqu'ils se proclament révolutionnaires ?... »

Ses analyses sur l'hégémonie culturelle française de la bourgeoisie au sein de laquelle ces intellectuels jouent le rôle de commis du groupe dominant... formant un bloc, dont le caractère fortement structuré... a une valeur exemplaire du point de vue de la domination idéologique bourgeoise sur toutes les couches sociales de la population française... La séparation entre la culture des élites et les masses... « une des grandes faiblesses de la philosophie de l'immanence... L'unité organique de la pensée, et la solidité culturelle ne seraient possibles que si, entre les intellectuels et les gens simples existait la même unité que celle qui doit réunir théorie et pratique.

Au sujet de la collectivisation forcée des campagnes, ce sont les rapports fondamentaux d'alliances entre ouvriers et paysans qui viennent d'être bouleversés et menacés, c'est-à-dire les piliers mêmes de l'Etat ouvrier et de la Révolution... » (1926).

L'Intellectuel organique du Proletariat, d'après Gramsci : « Le nouvel intellectuel, sur la base de l'expérience, ne peut se contenter d'effets oratoires... mais il doit se mêler activement à la vie pratique en tant qu'animateur... qu'organisateur... perpétuellement convaincant...

Si les « nouveaux intellectuels se considèrent comme étant en filiation directe avec l'intelligentsia précédente... » en fait, ils n'ont rien de nouveau... car ils ne sont pas liés au nouveau groupe social qui est l'expression organique de la situation historique nouvelle... ils ne sont que le résidu conservateur et fossilisé d'un groupe social historiquement dépassé... (ce qui revient à dire, finalement, que la nouvelle situation historique n'est pas encore parvenue à un niveau de développement suffisant pour lui permettre de mettre en place une autre superstructure... mais qu'elle vit dans le cadre vermoulu de l'Histoire du passé...) » (1926).

Correspondance entre Gramsci et Togliatti sur la situation dans le parti bolchevik en 1926. « Nous allons donc dresser un inventaire de toutes les questions particulières, avec, en regard, nos propres appréciations..., ce qui nous frappe, répétons-le, c'est que l'attitude des oppositions engage toute la ligne politique du Comité central, touchant au cœur même de la doctrine léniniste... et de l'action politique du Parti de l'U.R.S.S... C'est l'hégémonie du prolétariat qui est remise en question dans son principe, comme dans sa pratique, ce sont les rapports fondamentaux d'alliance entre ouvriers et paysans qui sont mis en cause, et menacés... autrement dit, les piliers mêmes de l'Etat ouvrier et de la Révolution !!!

Camarade, on n'a jamais vu, au cours de l'histoire, une classe dominante dans son ensemble, avoir des condi-

tions d'existence inférieures à certains éléments et couches de la classe dominée et assujettie... Cette contradiction inouïe, l'histoire en a fait le lot du prolétariat soviétique... c'est cette contradiction qui représente la plus grande menace pour la dictature du prolétariat notamment dans les pays où le capitalisme n'était pas parvenu à son plein développement, et n'avait pas réussi à unifier les forces productives. C'est de cette contradiction qui, d'ailleurs, apparaît déjà sous certaines formes, dans les pays capitalistes, où le prolétaire assure objectivement une fonction sociale importante, que naissent le réformisme et le syndicalisme, que naissent l'état d'esprit corporatiste, et les stratifications de l'aristocratie ouvrière...

Est-ce toi qui domine, ô ouvrier, mal nourri et mal vêtu, ou bien est-ce l'homme de la NEP... avec ses vêtements fourrés... et tous les biens de la terre dont il dispose ?... C'est ainsi que les réformistes, après une grève révolutionnaire qui a renforcé la cohésion et la discipline au sein des masses, mais qui, en raison de sa durée, a encore appauvri les travailleurs sur le plan individuel, déclarent : A quoi bon avoir lutté ?... Vous vous retrouvez encore plus pauvres et démunis... ». Il est facile de faire de la démagogie sur ce terrain, mais il est aussi difficile de ne pas en faire, lorsque la question a été formulée en termes corporatistes, et non dans l'esprit du léninisme, c'est-à-dire selon la doctrine de l'hégémonie d'un prolétariat qui se trouve dans cette situation historique déterminée et non dans une autre... Voilà quel est pour nous le principal enjeu de ce débat, car c'est de là que proviennent toutes les erreurs du groupe des opposants, et c'est là qu'il faut situer l'origine de tous les risques latents dont sa pratique est grosse... L'idéologie et la pratique du bloc des oppositions, manifestent un retour radical à la tradition de la social-démocratie et du syndicalisme, qui a empêché jusqu'alors, le prolétariat occidental de s'organiser en classe dirigeante... »

Gramsci à Togliatti, le 26 octobre 1926 : « Mais il ne faut pas croire que ce processus, qui a fait du P.C.U.S. le plus puissant organisateur des masses que l'histoire ait jamais connu, se présente désormais sous une forme irréversible et définitive : bien au contraire : elle est toujours instable... Tout ton raisonnement est entaché de « bureaucratie... ». Aujourd'hui, c'est-à-dire neuf ans après octobre 1917 : ce n'est plus le fait de la prise du pouvoir par les bolchéviques qui peut révolutionner les masses en Occident... parce qu'il s'agit là d'une situation déjà advenue et qui a produit tous ses effets... Aujourd'hui, ce qui a un impact idéologique et politique, c'est cette conviction (si elle existe...) que le prolétariat, une fois au pouvoir, peut construire le socialisme. L'autorité du Parti dépend de cette conviction, qui ne peut pas être inculquée aux grandes masses par les méthodes d'une pédagogie scolastique, mais seulement par celles d'une pédagogie révolutionnaire... c'est-à-dire — par le seul fait politique — que le Parti russe en est lui-même persuadé et lutte dans l'unité.

Dans la liquidation de Trotsky, Gramsci précise « que le cas Trotsky n'est qu'un symptôme d'une certaine situation, d'un processus réel dont les causes ne peuvent pas être « liquidées » par la simple suppression des symptômes... par l'élimination des protagonistes... par le recours à la violence répressive... par des décisions administratives... procédés bureaucratiques... et « en supprimant le baromètre, on ne supprime pas le mauvais temps... ».

« Note sur les règles juridictionnelles, écrite en 1935, même si elle ne porte pas directement sur ce qui se passait en U.R.S.S. « condamne les procès stalinien dans lesquels « l'Aveu » doit être considéré comme la preuve fondamentale... selon une ancienne conception féodale... celle de l'inquisition !!! ».

Ce livre sur Gramsci — de M.A. Macciochi — est fort intéressant. — DUVAL.

Est-ce une illusion? Nous avons l'impression que cela va mieux pour notre vieille « R.P. ». Après tout, elle n'a guère que cinquante-deux ans! A quoi tient cette note optimiste qui n'est pas habituelle dans cette rubrique? A plusieurs symptômes encore imprécis. D'abord, nous avons constaté à nos premières réunions mensuelles de 1977, une plus grande affluence et, en conséquence, une vie plus intense. Des vieux camarades y sont venus pour y reprendre des tâches pratiques. Des jeunes, pas assez nombreux ni disponibles, viennent dans notre « boutique » retrouver ce qui fut le syndicalisme révolutionnaire, ce qu'il est encore. Prouveront-ils, en marchant, que le mouvement existe toujours?

Oui, mais... les finances? Sans lesquelles les meilleures volontés s'épuisent, se heurtent à un mur qui, par définition, ne comprend rien aux idées et aux sentiments. De ce point de vue aussi, est-ce encore une illusion?, nous avons l'impression que cela va mieux, plus exactement que cela va moins mal. Il en est qui nous reprocheront que les seules souscriptions nous maintiennent la tête hors de l'eau, que les abonnements n'y suffiraient pas, qu'il nous resterait à vivre de souvenirs, à laisser aux bibliothèques et aux historiens spécialisés notre titre et les articles que d'éminents rédacteurs et militants ont rédigé avant nous et que les étudiants d'aujourd'hui retrouvent avec étonnement.

Ces critiques, qui ne sont pas toujours bien intentionnés, ont raison sur le fait lui-même: ils ont peut-être tort sur les commentaires qu'ils en font et les conclusions qu'ils en tirent. Nous dirions que cette fidélité des anciens vaut son pesant d'or, s'il pouvait être question d'or dans cette maison. Nous connaissons des jeunes, parmi nous, qui y sont venus parce qu'ils y ont été incités et poussés par de vieux militants en qui ils avaient toute confiance. C'est ce qui faisait dire, un jour, à un de nos amis, qu'il n'admettait pas que, chez nous, on fit la différence entre jeunes et vieux. Cette prétendue coupure des générations dont on fait état partout, il n'en voulait pas entendre parler. Quel est donc ce ciment qui nous lie, les jeunes vers l'éternelle aventure du mouvement ouvrier révolutionnaire, les moins jeunes alourdis d'expériences diverses? Mais c'est justement la jeunesse du syndicalisme révolutionnaire. Ceux qui la nie, ne savent pas voir, à l'Est comme à l'Ouest, les tressauts de la vie ouvrière.

Si solide qu'il soit, ce ciment ne va pas sans quelques brisures. Elles se révèlent encore à la lecture des lettres de plusieurs de nos amis qui pour approuver, et, bien plus souvent, pour désapprouver, apprécient diversement le travail de ceux qu'on appelle « les cuisiniers ». Ne tirez pas sur eux, nous vous en prions. Leur opinion personnelle n'est pas liée à ce qu'ils impriment. Il leur faut laisser la parole à tous ceux qui, amis de la « R.P. » les uns et les autres, envoient leur contribution à la rédaction. Si des camarades pensent autrement que ce qu'ils lisent dans ces colonnes, s'ils s'indignent même parfois de ce qu'ils lisent, qu'ils prennent à leur tour la parole, en gardant pourtant le sens de la camaraderie et cette tolérance qui fait cracher les sectaires.

Cela dit, qui n'est qu'une répétition, passons à une autre répétition lancinante: ne nous leurrons pas de cet optimisme qui pourrait se dégager des premières lignes de « entre nous ». Pour la première fois, le prix d'un numéro a dépassé le demi-million d'anciens francs. La vigilance de tous les copains, leur ponctualité dans leurs versements, leur contribution financière et rédactionnelle sont plus que jamais nécessaires.

ALIDA DE JAEGER

Nous venons d'apprendre le récent décès de cette camarade, qui fut une fidèle et généreuse amie de la R.P.

Récemment encore, elle manifesta sa foi révolutionnaire, demeurée ardente au cours de sa longue vie en publiant aux Editions Syndicalistes son ouvrage « La Commune vivante », dans lequel elle préfigure la société socialiste idéale en laquelle elle croyait.

Elle était la veuve d'Edo Fimmen, décédé en 1942 à Mexico, qui fut le Secrétaire général de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, puis de la Fédération Internationale des Transports.

Que la famille de cette excellente camarade trouve ici l'expression de nos condoléances attristées.

Hommage à Francis FUVEL

Dans notre précédent numéro, nous avons annoncé la mort du militant lyonnais Francis Fuvél. Les camarades Alfred Bardin et Félix Rivière lui rendent hommage aujourd'hui :

De Alfred BARDIN :

Notre camarade Francis FUVEL, né en 1920, vient d'être emporté par une attaque cardiaque. Il a été inconnu à Lyon le 11 janvier dernier, accompagné par de très nombreux camarades et amis.

Ce fut un jeune militant socialiste qui avait fait partie des « Faucons Rouges » et des Jeunesses. Il avait débuté dans la vie salariale comme O.S. aux chaussures Bally et adhéra à la C.G.T. dans le même moment. Il travailla ensuite aux machines-outils Mammouth où il fut délégué et responsable syndical. Il fut ensuite membre permanent du bureau national des Jeunesses Socialistes et, à la suite de graves difficultés avec le parti, il revint à Lyon travailler aux tracteurs à chenilles Richard Continental. En 1950, il rentra chez Berliet et y est resté jusqu'à sa mort. Il donnait là sa pleine mesure.

Ayant commencé à gagner son salaire dès sa sortie de l'école communale, il n'avait jamais oublié qu'un militant se doit de continuer en permanence sa formation. Volontaire et tenace, il démontra que les diplômés ne sont pas indispensables pour accéder à la compétence et que le travail personnel d'étude et de réflexion, joint à l'action sociale, a une efficacité incomparable.

Dans la région lyonnaise, il est regretté par tous ceux qui ont eu le bonheur de connaître ce camarade loyal et solidaire en toute occasion.

A sa courageuse compagne, nous adressons nos condoléances émuës.

« La R.P. » perd en outre un fidèle soutien.

De Félix RIVIERE :

« Revenu à Lyon de mon exil limousin, au lendemain de la Libération, c'est à ce moment que je l'ai connu. C'est lui qui m'a fait connaître la R.P. et c'est de cette époque que date mon abonnement à notre revue. C'est lui aussi qui me fit abonner aux « Etudes Matérialistes » de notre ami Louzon où j'apprenais toujours quelque chose.

Francis qui fut de l'équipe qui animait « Le Drapeau Rouge » des Jeunesses socialistes, militait pour la renaissance du mouvement ouvrier intoxiqué en grande partie par la déviation stalinienne... »

« J. Prugnot, à la recherche de renseignements biographiques sur Gabriel GOBRON (projet de notice pour le Dictionnaire Maitron) serait reconnaissant aux camarades qui ont connu et, surtout, savent ce qu'est devenu cet instituteur, militant et écrivain d'avant-guerre, de bien vouloir prendre contact avec lui : J. Prugnot, 3, route de Weitbruck, 67500 HAGUENAU. Merci ! »

LES FAITS DU MOIS

JANVIER 1977

LUNDI 3. — En Chine des troubles et des affrontements subsisteraient après la mise en accusation de « la bande des quatre ».

MARDI 4. — Dans le secteur chrétien de Beyrouth, un attentat fait 35 morts et 53 blessés.

MERCREDI 5. — M. Taittinger, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, est en visite en Somalie pour y discuter de l'indépendance de Djibouti.

— M. Orlov, président du groupe soviétique pour l'application des accords d'Helsinki, est arrêté à Moscou.

JEUDI 6. — Les employés de la Caisse d'Epargne de Paris, en grève depuis trois mois, reprennent le travail sans avoir obtenu satisfaction.

SAMEDI 8. — A Moscou, explosion d'une bombe dans le métro. Des victimes.

— Le président Giscard gracie deux condamnés à mort qui avaient assassiné deux étudiants britanniques.

— A Pékin, un hommage posthume à Chou-en-Lai est l'occasion d'une manifestation pour « le retour au travail » de Teng-Hsiao-Ping, vice-président limogé par Mao.

— A Prague, arrestation d'intellectuels ayant publié « la charte 77 » pour le respect des droits de l'homme.

LUNDI 10. — Le gouvernement d'Israël demande l'extradition du Palestinien Abou Daoud arrêté à Paris.

MARDI 11. — En Italie, lutte ouverte entre le gouvernement et les syndicats autour de « l'échelle mobile des salaires ».

— Au Luxembourg, une instruction judiciaire est ouverte contre la Sodetex, une des nombreuses sociétés financières administrées par l'ex-ministre Jean de Broglie, assassiné fin décembre à Paris.

MERCREDI 12. — Le leader palestinien Abou Daoud est remis en liberté par la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris. Violentes réactions internationales.

— Le Conseil constitutionnel de France déclare contraire à la liberté individuelle une loi autorisant la fouille des véhicules par des agents non mandatés.

— Mort du cinéaste français Henri-Georges Clouzot.

JEUDI 13. — A Pékin, des affiches signées par des « groupes d'ouvriers » demandent l'extension des droits démocratiques.

— Le président Giscard inaugure à Issoire une presse hydraulique géante construite par des entreprises de l'U.R.S.S.

VENDREDI 14. — Mort de l'ex-premier ministre anglais Anthony Eden.

— André Sakharov et plusieurs contestataires de l'U.R.S.S. dénoncent l'attentat à la bombe dans le métro de Moscou comme une possible provocation policière.

LUNDI 17. — Conférence de presse de Giscard d'Estaing où il expose ses idées sur la politique et la constitution françaises ; il répond aux questions des journalistes sur l'actualité intérieure et extérieure.

MERCREDI 19. — Nouvelle grève des travailleurs de la presse parisienne à l'appel du Comité intersyndical C.G.T. Cette grève est dirigée contre la nouvelle direction du « Parisien Libéré ». Paradoxalement, ce quotidien est le seul à paraître ce jour.

— Jacques Chirac, ex-premier ministre, pose sa candidature à la mairie de Paris.

— Emeutes au Caire et à Alexandrie provoquées par l'augmentation du prix des denrées. L'armée tire sur la foule : de nombreux morts et blessés.

JEUDI 20. — A Troyes, le jury ne condamne pas à mort le jeune ravisseur et assassin d'un enfant.

— Jimmy Carter devient officiellement le président des Etats-Unis.

SAMEDI 22. — Giscard d'Estaing en visite officielle en Arabie Saoudite, le premier fournisseur de pétrole de la France.

— Le président Carter gracie les réfractaires à la guerre du Vietnam.

DIMANCHE 23. — A Madrid et à Barcelone, violents affrontements entre policiers et manifestants pour l'amnistie.

LUNDI 24. — M. Mondale, nouveau vice-président américain, est en voyage en Europe.

— Le général, président du Conseil suprême de la justice militaire, est enlevé à Madrid par quatre inconnus armés.

MARDI 25. — A Madrid, des terroristes d'extrême-droite mitraillent un cabinet d'avocats réputés de gauche : cinq morts.

— Le président Carter se prononce pour l'arrêt immédiat et total des essais nucléaires.

MERCREDI 26. — Le conflit de l'Afrique australe rebondit, le gouvernement blanc de Rhodésie ayant repoussé les propositions de médiation britanniques.

— Grève des cheminots français contre les conséquences du plan Barre ; tous les syndicats ont appelé à l'arrêt du travail.

— Constitution d'un comité de travail entre le parti socialiste français et le parti social-démocrate allemand.

JEUDI 27. — Journée de grève dans la fonction publique à l'appel de tous les syndicats de fonctionnaires.

— A Chypre, le président Makarios rencontre le délégué de « l'Etat fédéré turc ».

— Un Comité pour l'Europe, pour l'élection directe du parlement européen se constitue en France ; de nombreuses personnalités y adhèrent dont plusieurs de la gauche et de l'extrême-gauche.

— En Grande-Bretagne, publication du rapport Bullock sur « la démocratie industrielle ».

— A Lisbonne, congrès de la Confédération des Travailleurs Portugais.

VENDREDI 28. — Attentats à Madrid ; trois policiers sont tués, trois autres sont grièvement blessés.

— Rupture entre le président Giscard et son ex-premier ministre Chirac qui maintient sa candidature à la mairie de Paris.

— Le département d'Etat de Washington met en garde les autorités de l'U.R.S.S. contre « toute tentative d'intimidation » de André Sakharov, « champion déclaré des droits de l'homme ».

— Giscard d'Estaing inaugure à Strasbourg le nouveau palais du Conseil de l'Europe.

SAMEDI 29. — En Espagne, tous les journaux de Madrid et de Barcelone publient un appel commun du gouvernement et de l'opposition de gauche contre la violence et pour la démocratie.

— Entretien entre Giscard d'Estaing et le nouveau vice-président des U.S.A. Walter Mondale.

DIMANCHE 30. — Françoise Claustre et son mari, séquestrés depuis longtemps au Tchad, sont libérés.

LUNDI 31. — Grève des mineurs des charbonnages français.

— Giscard inaugure le Centre d'art contemporain du « plateau de Beaubourg » à Paris.

— En Chine, nomination d'un nouveau ministre de l'éducation.

— Un froid intense dans le Nord-Est des Etats-Unis provoque une situation dramatique et la paralysie économique.

On nous demande d'annoncer la parution du premier numéro de

LA PENSEE ALGERIENNE

organe indépendant d'information et d'analyse de l'émigration algérienne de langue française dont le siège social est : Rosenlundsgatan 52, à Stockholm (Suède).

Ceux qui s'intéressent aux questions maghrébines et arabes le liront avec profit.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C.C.P. 734.99 Paris

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.

Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F